

**SNCF**

**Les barrières tuent
mais coûtent pas cher!**

P. 4

lutte

ouvrière

**Parti
socialiste :
la lutte
des
places**

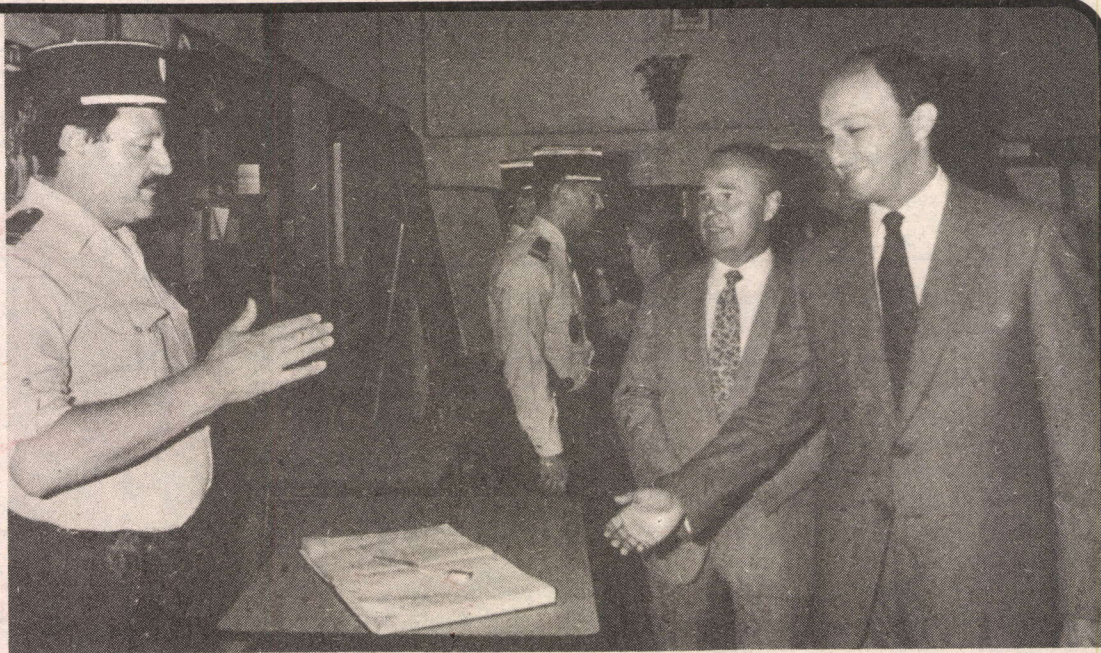
P. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 893 - 13 juillet 1985 - prix : 6 F

La cohabitation après 86 :

**Mitterrand fera chambre à part
couchera à l'extérieur
et laissera la droite
régler le sort des travailleurs**

**La police
auto
financée :**



**une manœuvre électorale
qui tourne court !**

sommaire

En France

Page 4 :

- L'accident du train Le Havre-Paris : la sécurité est une affaire de gros sous.

Page 5 :

- Police : Des poulets bien couvés.
- Le Parti Socialiste se lance dans la lutte des... places.

Page 10 :

- La sidérurgie fait fondre l'argent et l'emploi.
- UNEDIC : des indemnités en peau de chagrin.

Pages 10, 11 et 12 :

- Dans les entreprises : Thomson-DTE (Velizy) ; Thomson (Moulins) ; Hôpital Beaujon (Clichy) ; I.C.I. Francolor (Oissel, 76) ; Renault (Flins) ; Chausson (Creil) ; Thomson (Gennevilliers) ; Filature des Longues Haies (Roubaix).

Dans le monde

Page 5 :

- Guadeloupe : les secrets d'Etat et le sort des peuples.

Page 8 :

- Philippines : Marcos, l'homme qui ment.
- Grande-Bretagne : Scission dans le syndicat des mineurs.

Page 9 :

- Argentine : la classe ouvrière désorientée face au plan d'austérité.

Page 16 :

- Etats-Unis :
 - Les diatribes de Reagan : la paille et la poutre.
 - Le dollar baisse, mais pas la spéculation.
 - Des écoles de terroristes en activité.
- Afrique du Sud : les affrontements continuent.

Culture

Page 13 :

- Films : *Les Anges se fendent la gueule* de James Uys ; *Patrouille de nuit* ; *Spécial Police* de Michel Vianney.

Pages 14 et 15 :

- Livres : *Le Diable en France* de Lion Feuchtwanger ; *Le Sourire de Brahim* de Nacer Kettane ; *Empire du Soleil* de J.G. Ballard.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

les caravanes de Lutte Ouvrière

□ Ça y est, les caravanes de Lutte Ouvrière sont parties. Jusqu'au 16 août, en Bretagne, dans le Languedoc, en Aquitaine, au Pays basque, en Vendée, en Provence, dans le Nord et dans le Gard, nos caravanes vont sillonner quelques-unes des routes des vacances.

Alors, si elles font étapes sur votre lieu de séjour, ou pas très loin, venez donc nous rendre visite.

Les vacances peuvent être aussi l'occasion d'échanger des idées, de confronter des avis sur des problèmes qui nous préoccupent et qui touchent tous les travailleurs.

Et ce ne sont pas les problèmes qui manquent : que faire pour s'opposer à la politique anti-ouvrière du gouvernement ? Que penser de la sortie du PCF du gouvernement et de son nouveau cours anti-socialiste ? comment faire face à la montée de l'extrême-droite, du racisme et de la xénophobie ?

Sur toutes ces questions et sur bien d'autres encore, venez en débattre avec nos camarades.

A bientôt donc sur la route de nos caravanes.

Voici les itinéraires de nos caravanes. Certains ne sont pas encore complets mais dès que possible nous publierons les étapes manquantes.

CARAVANE NORD 3-16/8

03/8 — Mers-les-Bains.
04/8 — St-Valéry sur Somme.
05/8 — Fort-Mahon.
06/8 — Quend-Plage.
07/8 — Berck-sur-Mer.
08/8 — Stella plage.
10/8 — Etaples.
11/8 — Le Portel.
12/8 — Boulogne.
13/8 — Wissant.

CARAVANE BRETAGNE SUD DU 13 au 26/7.

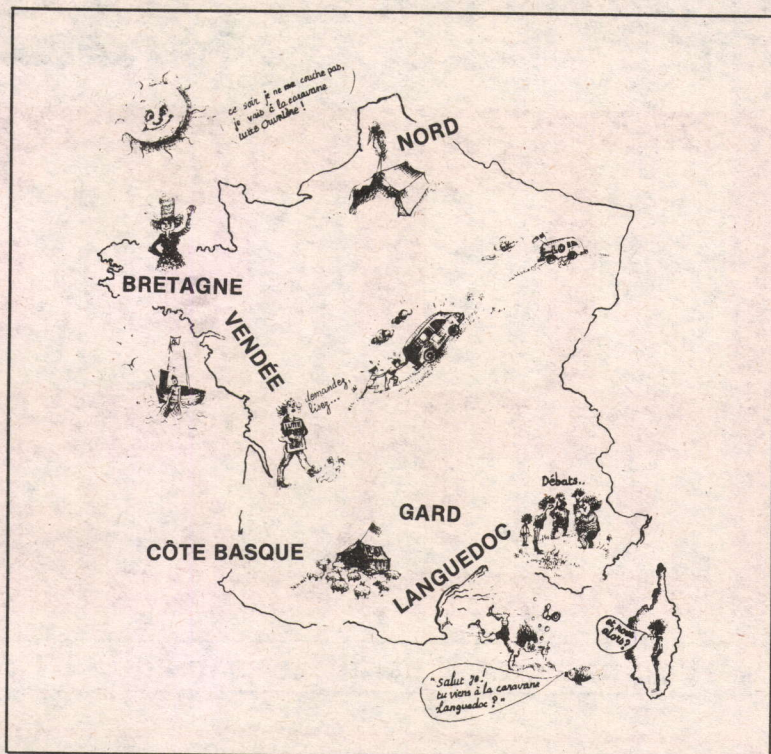
13 juillet Saint-Marc sur mer.
14 juillet Quimiac.
15 juillet Penestin.
16 juillet Damgan.
17 juillet Etel.
18 juillet Port-Louis.
19 juillet Lomener.
20 juillet Nevez.
21 juillet Benodet.
22 juillet Le Guilvinec.
23 juillet Douarnenez.
24 juillet Plomodiern.

CARAVANE BRETAGNE NORD 3-16/8

04/8 — Morlaix.
05/8 — Trebeurden.
06/8 — Tregastel.
07/8 — Treguier.
08/8 — Paimpol.
10/8 — Erquy.
11/8 — Pleneuf Val.
12/8 — Erquy.
13/8 — St-Lunaire.

CARAVANE VENDEE 13-26/7

14 juillet Préfailles.
15 juillet Moutiers-en-Retz.
16 juillet Fromentine.
17 juillet L'Herbaudière.



18 juillet L'Epine (Ile de Noirmoutier).
20 juillet Ile d'Yeu.
21 juillet La Faute-sur-Mer.
22 juillet Le Château-d'Oléron.
23 juillet Saint-Pierre-d'Oléron.
24 juillet Domino.
25 juillet Meschers.

CARAVANE AQUITAINE 13-26/7

13/7 — Soulac.
14/7 — Montalivet.
15/7 — Hourtin-Plage.
16/7 — Lacanau.
17/7 — Ares.
18/7 — Audenge.
20/7 — La Hume.
21/7 — Biscarosse-Plage.
22/7 — Mimizan-Plage.
23/7 — Biscarosse-Bourg.
24/7 — Lit et Mixe.
25/7 — Léon.

CARAVANE GARD 27/7-9/8.

27/7 — Lalevade.
28/7 — Joyeuse.
29/7 — Ruoms.
30/7 — Vallon-Pont d'Arc.
31/7 — Saint-Martin d'Ardèche.

01/8 — Bagnols-sur-Cèze.
03/8 — Remoulins.
04/8 — Alès.

05/8 — Anduze.
06/8 — Le Vigan.
07/8 — Sainte-Enimie.
08/8 — Meyrueis.

CARAVANE COTE BASQUE 3-16/8

03/8 — Vieux-Boucau.
04/8 — Seignosse-le-Penon.

05/8 — Saint Vincent de Tyrosse.

06/8 — Ondres.
07/8 — Anglet.
08/8 — Ascaïn.
10/8 — Hendaye.
11/8 — Saint-Pée sur Nivelle.
12/8 — Hasparren.
13/8 — St-Jean-Pied-de-Port.
14/8 — Bayonne.
15/8 — Tarnos.

CARAVANE LANGUEDOC 13/7-25/7

14/7 — Argelès Plage. Parking des Platanes.
15/7 — St-Cyprien Plage. Parking du Port.
16/7 — Ste-Marie Plage. Parking de la Plage.
17/7 — Port Leucate.
18/7 — La Franqui. Parking de la Plage.
20/7 — Port-la-Nouvelle. Parking Rue A. Fuet.
21/7 — Gruissan-Plage. Place du marché.
22/7 — St-Pierre de Mer. Front de mer.
23/7 — Narbonne Plage. Parking de la Plage.
24/7 — La Redoute Plage. Parking de la Plage.
25/7 — Vias. Place du marché.

CARAVANE LANGUEDOC 3/8-16/8.

03/8 — Banyuls.
04/8 — Argelès Plage.
05/8 — St-Cyprien Plage.
06/8 — Ste-Marie-Plage.
07/8 — Port Leucate.
08/8 — La Franqui.
10/8 — Port-la-Nouvelle.
11/8 — Gruissan Plage.
12/8 — St-Pierre de Mer.
13/8 — Narbonne Plage.
14/8 — La Redoute Plage.
15/8 — Frontignan.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

LA COHABITATION APRÈS 1986

Mitterrand fera chambre à part, couchera à l'extérieur, et laissera la droite régler le sort des travailleurs

RÉPONDANT aux journalistes qui l'interrogeaient sur l'après 1986, Mitterrand n'a guère été tendre pour le PS. Evoquant d'autant plus sereinement une possible défaite électorale de celui-ci que son propre mandat de président n'était pas en jeu, il a tout bonnement affirmé que dans ce cas la place du PS serait alors dans l'opposition.

Dans l'opposition, c'est-à-dire pas au gouvernement. Car Mitterrand ne veut pas de ce qu'il appelle la confusion politique. Si le PS n'est plus majoritaire, eh bien, il se passera de lui et gouvernera avec la nouvelle majorité, de droite.

En annonçant qu'il tient à se réserver la politique extérieure, il affirme officiellement, du même coup, qu'il laissera tout le reste à la droite, sans problème. C'est sa façon de concevoir la cohabitation dans l'ordre. Car, tout le reste, c'est le gouvernement du pays. La droite sera donc chargée de la politique économique et sociale. Cela s'arrangera d'autant mieux que, depuis 1981, le PS lui a bien préparé le terrain. La plupart des mesures impopulaires, le PS n'a pas hésité à les prendre lui-même. Il a augmenté les cotisations à la Sécurité sociale, réduit les remboursements, introduit le forfait hospitalier. Il a largement rogné les allocations-chômage. Il a augmenté à qui mieux-mieux les impôts indirects, les taxes sur l'essence, et même maintenant les contredanses. Et puis le gouvernement socialiste n'a pas manqué de donner son appui au patronat licencié. Et d'ici les élections, il ne restera plus grand monde à licencier dans la sidérurgie, dans l'automobile et dans bien d'autres secteurs qui mettent en ce moment les travailleurs à la porte à tour de bras.

Et puis si, la crise s'aggravant, il fallait poursuivre et renforcer encore la politique d'austérité, eh bien, la droite serait là pour endosser un peu, à son tour, les risques de l'impopularité pendant que le PS soufflerait un peu dans l'opposition, histoire de rassembler ses forces pour les futures présidentielles.

Quant à la politique extérieure que Mitterrand se réserve, c'est encore plus simple puisqu'il y a sur ce point, dit-il, « consensus » avec la droite. Et il faut bien reconnaître que depuis quatre ans Mitterrand et le PS ont fidèlement continué à défendre les intérêts de l'impérialisme français de par le monde, y compris en envoyant l'armée française dans des expéditions de type colonial au Tchad ou au Liban.

Il faut dire que le Parti Socialiste, et Mitterrand lui-même, sont en quelque sorte, surtout depuis la guerre d'Algérie, des experts en la matière — au moins autant qu'un Le Pen qui n'était à l'époque qu'un exécutant.

Et cela, tout le monde, y compris la droite et l'extrême-droite, le reconnaît.

Mitterrand pourra donc sans problème veiller à la défense des intérêts des trusts français de par le monde, jouer son rôle de voyageur de commerce au service de ces derniers, et veiller par exemple à ce que la France reste en bonne place pour la vente des engins de mort aux quatre coins de la planète.

En somme, si la droite l'emporte aux élections, pour Mitterrand ce n'est pas une catastrophe. Il changera de ministres mais il n'aura même pas besoin de renoncer à sa politique. C'est lui qui le dit.

Les propos de Mitterrand ne vont sans doute pas aider le PS à mobiliser son électorat, mais ils ont le mérite de rappeler à la population laborieuse et à tous les travailleurs que les élections ne servent décidément à rien pour changer leur sort.

Les travailleurs avaient voté en 1981 pour Mitterrand, avaient ensuite élu la chambre socialiste qu'il demandait pour avoir les moyens de mener sa politique, mais la politique qu'il a servie ensuite aux travailleurs est si peu différente de celle que les hommes politiques de droite auraient menée qu'il se dit tout prêt aujourd'hui à continuer à gouverner avec eux. C'est tout de même un aveu.

Oui, le système politique est une machine bien huilée : tout en donnant à la population l'illusion de pouvoir choisir son sort en mettant un bulletin dans l'urne, il donne toujours le pouvoir à des hommes qui, quelle que soit leur étiquette, défendent fidèlement les intérêts des possédants. Et la machine fonctionne admirablement : on vient d'en faire l'expérience depuis quatre ans, et les propos de Mitterrand le confirment encore une fois. Elle fonctionne admirablement tant qu'on respecte ses règles de fonctionnement.

Mais justement, les travailleurs ne peuvent plus se fier à elle non seulement pour changer leur sort, mais ne serait-ce que pour être défendus et protégés contre la crise. Et il faudra bien un jour qu'ils brisent ce miroir aux alouettes et instaurent d'autres règles qui leur permettent de se faire entendre et de faire prévaloir leur bon droit.

Arlette LAGUILLER

LA POLICE AUTO-FINANCÉE :

une manœuvre électorale qui tourne court

Décidément, le gouvernement socialiste n'a pas la partie belle. Pour essayer de séduire la France profonde, tous ceux qui pensent que l'insécurité serait due au manque de policiers, il vient d'annoncer un plan de modernisation de la police qui va coûter quelque cinq milliards sur cinq ans.

La droite est, en fait, d'accord avec ce projet. Ce qui ne l'empêche pas de voter contre, lui reprochant son insuffisance et son côté tardif. Elle se paie le luxe d'ironiser sur le « retournement » du PS et se donne le beau rôle, en expliquant que l'augmentation des

contraventions — de 40 à 100 % — que prévoit le plan du gouvernement sera bel et bien immédiate, mais que l'amélioration de la sécurité sera bien plus lointaine et beaucoup plus problématique.

En fait, si le souci du gouvernement était réellement d'améliorer la sécurité, il veillerait d'abord à utiliser les effectifs dont il dispose à cette fin. Car, enfin, des policiers, il y en a : des CRS par exemple, qu'on utilise à expulser les travailleurs en grève des entreprises ou à matraquer des manifestants. Et si tous ces gens-là, au lieu de taper le carton dans

leurs cars en attendant qu'on leur dise sur qui ils doivent cogner, étaient utilisés à assurer la sécurité des personnes, la nuit comme le jour, eh bien, le budget actuel de la police suffirait peut-être à arrêter ou empêcher de nuire les petits malfrats détraqueurs de vieilles dames ou agresseurs de passants noctambules.

Mais pour le gouvernement de la bourgeoisie, la sécurité publique, c'est d'abord la protection des biens des puissants et beaucoup moins celle de la vie des gens qui n'ont qu'un tout petit bien et le malheur d'y tenir !

La LUTTE DE CLASSE du mois de juillet est parue

Au sommaire :

- Construire une organisation prolétarienne pour mener une politique prolétarienne
- La tragédie du Cambodge : des nationalistes à l'œuvre.
- La politique de Lutte Ouvrière (telle qu'elle a été exposée lors de la fête de Presles).
- Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et le mouvement trotskyste.
- Construire une internationale qui dirige les luttes.
- Défendre la perspective internationaliste devant les peuples opprimés.
- Le terrain déterminant, c'est celui des luttes.

L'ACCIDENT DU TRAIN LE HAVRE-PARIS :

La sécurité est une affaire de gros sous

Lundi 8 juillet, dans la matinée, le train rapide Le Havre-Paris a déraillé sur un passage à niveau après avoir heurté à 160 km/h un poids lourd. Bilan de l'accident : 8 morts et 55 blessés.

Dans les heures qui ont suivi, la SNCF n'a cessé de répéter qu'elle n'était en rien responsable de ce qui était arrivé. « Nous sommes certains qu'ils n'y a pas eu de défaillance du système de sécurité » a affirmé A. Michel, directeur régional de la SNCF pour la Normandie ; « le fonctionnement de ce passage à niveau est relativement aisé... (...) On se demande alors pourquoi le camionneur n'a pas réagi dès qu'il a vu les feux clignotants et les barrières s'abaisser », répétait M. Baudet, chef de la division de l'Équipement. A la télévision, le directeur adjoint de la Communication, J. Fournier tenait des propos identiques, tentant lui aussi de dégager la responsabilité des Chemins de fer dans cet accident. A croire que la SNCF dispose de discours tout prêts pour la circonstance... Déjà, il y a quatre ans, lors du déraillement du Paris-Strasbourg, dans des circonstances analogues, un autre directeur régional de la SNCF, André Dulibine affirmait crûment : « C'est aux automobilistes qu'incombe toute responsabilité dans ce genre d'accident. Le Code de la route est clair sur ce point. Encore faut-il le respecter. » Mais cette fois, tout le monde se pose des questions, que ce soit sur les circonstances de l'accident, ou sur les passages à niveau eux-mêmes en tant que « systèmes de sécurité ».

L'enquête devra établir ce qu'on appelle « les responsabilités », c'est-à-dire qui devra payer pour cet accident : la SNCF, au cas où son passage à niveau s'avèrerait avoir eu une défaillance ; la direction de l'Équipement — les Ponts et Chaussées —, si le panneau installé par ses soins à quelques mètres du passage à niveau, et déviant la circulation avant son franchissement, est en cause.

Mais, circonstances particulières ou pas dans cet accident, c'est presque chaque jour qu'il y a une collision, en France, à un passage à niveau, entre un véhicule et un train. En 1984, 317 collisions ont occasionné la mort de 71 personnes, des « acci-

dents de la route » dont la SNCF n'encombre pas ses statistiques...

En fait, depuis le milieu des années 1960, la SNCF a engagé tout un programme de modernisation concernant les points noirs que constituent les passages à niveau. Mais, économies obligent, elle fait des choix : d'abord les lignes où l'on améliore les vitesses, puis celles où la suppression des passages à niveau ne nécessite pas des travaux trop coûteux. Car la sécurité est, bien sûr, affaire d'argent.

Supprimer un passage à niveau revient à 5 millions de francs environ ; l'automatiser, c'est-à-dire y installer des barrières et une signalisation lumineuse automatique coûte moins cher : environ 1 million de francs. Voilà pourquoi on s'était contenté de ce dernier système à l'endroit de la catastrophe, alors que les trains y circulent à 160 km/h.

Depuis quelques années, austérité oblige, la SNCF a dû sensiblement réduire ses travaux de modernisation en matière de sécurité. Actuellement, elle supprime les passages à niveau à un rythme de 130 par an, mais elle en supprimait près de 250 en 1980 ou 81.

Ces chiffres sont le reflet de la politique du gouvernement qui, depuis plusieurs années, a fortement réduit le budget alloué à l'ensemble du service public. Le budget d'investissement de la SNCF est ainsi passé de plus de 10 milliards de francs en 1977, à 8,3 milliards pour 1985 ; le budget du réseau principal, sur lequel sont prélevées les dépenses concernant les passages à niveau, est passé de 7,5 à 5,8 milliards dans le même temps.

Il reste à ce jour 22 035 passages à niveau en France. Il faut donc s'attendre à ce que la liste des accidents qui y sont liés s'allonge.

Au rythme où vont actuellement les travaux, il faudrait attendre plus d'un siècle et demi pour que soient supprimés tous les passages à niveaux du pays. Si leur suppression était programmée sur une année cela coûterait 110 milliards de francs. C'est trop, beaucoup trop, dit-on, mais tout compte fait, ce serait moins de la moitié d'un budget de la Défense nationale.

Hervé Martin



Ils déraillent complètement

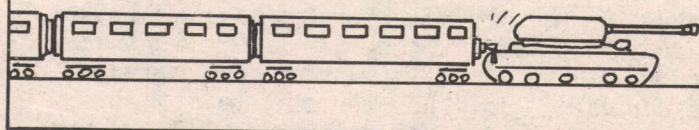
Il y a quelques années, le 20 juillet 1981, dans des circonstances tout à fait comparables (passage à niveau franchi fermé et train-Corail lancé à 160 km/h), le rapide Paris-Strasbourg déraillait, causant 1 mort et 21 blessés. « Il faut souligner que les voitures ont très bien résisté au choc. C'est leur solidité, leur rigidité qui expliquent le nombre peu élevé de blessés et l'absence de morts parmi les voyageurs ». Voilà ce qu'avait trouvé à dire le responsable régional de la SNCF, André Dulibine.

Cette fois-ci, les mêmes voitures ont tout de même fait 8 morts et 55 blessés. N'empêche ! Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux Transports n'a pu s'empêcher d'y aller lui aussi de son couplet d'autosatisfaction : « Sans un coup de pouce de la providence, sans la solidité du matériel de la SNCF, et sans la promptitude des secours, cet accident se serait achevé en catastrophe ».

Qu'est-ce qu'il leur faut ?

ACCIDENTS SNCF

HERNU PROPOSERAIT UNE LOCOMOTIVE
RÉSISTANT AUX CHOC :
"SPÉCIALE PASSAGES A NIVEAUX"



Austérité pour tous les crédits de sécurité

Rendre la sécurité plus importante sur les voies d'écoulement du trafic n'est plus un problème technique mais reste un problème financier. Il existe actuellement des installations automatiques qui stoppent les trains à la moindre des anomalies. Une telle installation coûte près de 1,5 million de francs au kilomètre de double voie, mais elle permet l'écoulement d'un trafic moderne. Là encore, le réseau est sous-équipé et l'équipement se fait à vitesse d'escargot : 360 km par an, alors qu'il reste 26 000 km à pourvoir.

Autre cause importante d'accident, celle qui a été par exemple à l'origine du déraillement du Paris-Nice le 26 juillet 1983 (4 morts, 24 blessés) : l'échauffement des boîtes d'essieux. Là encore, la SNCF a choisi les demi-

mesures, ne mettant des détecteurs que sur les essieux des locomotives, ne comptant pour les risques de « boîtes chaudes » sur voitures que sur quelques dizaines de détecteurs au sol répartis « statistiquement » sur le réseau.

La circulation des trains à 160 km/h n'est pas un luxe, mais un besoin social devenu tout à fait ordinaire à notre époque. Aujourd'hui, alors que les solutions techniques à toutes les principales causes d'accidents ferroviaires existent, et sont systématiquement mises en application sur le TGV, les responsables, ceux qui gouvernent la SNCF, comme ceux qui gouvernent le pays d'ailleurs, voudraient que l'on se contente encore de vieux systèmes de sécurité.

H.M.

ON N'AFFRONTÉ PAS
UN TRAIN
DE 800 TONNES.

AU PASSAGE A NIVEAU,
LE TRAIN D'ABORD.



L'argent, là où il se trouve

Il y a quelques mois, l'industrie ferroviaire française (entendez par là les trusts Alstom et Jeumont-Schneider) emportait un fabuleux contrat en Chine : une commande de 150 locomotives électriques « doubles », pour un montant de 2,6 milliards de francs.

On apprenait peu après que le secret de cette réussite, face à de redoutables concurrents comme les Américains ou les Japonais qui propo-

saient des tarifs moins chers, résidait dans l'obligation faite à la SNCF par l'Etat français d'apporter son concours à l'opération : la SNCF devra assurer l'entretien et la conduite des locomotives.

Si la SNCF peut ainsi rendre un fier service aux trusts de l'industrie ferroviaire, pourquoi ceux-ci ne pourraient-ils, en retour, contribuer par exemple aux charges de sécurité sur le réseau, en accordant par exemple à

la SNCF des réductions tarifaires sur les matériels concernant la sécurité ?

L'industrie ferroviaire, qui réalise tout de même un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs par an, ne s'en porterait certainement pas plus mal.

Mais l'Etat, qui sait mettre les entreprises publiques au service des profits des grands industriels, ne demande jamais rien à ceux-ci, même quand il se dit gêné.

H.M.

Le Parti Socialiste se lance dans la lutte des... places

Ça y est, le Parti Socialiste a d'ores et déjà engagé la discussion en vue de l'établissement de ses listes de candidats pour les élections législatives de l'année prochaine. C'est que les tractations au sein du parti risquent d'être longues et les discussions vives.

Depuis 4 ans la défense des intérêts des travailleurs n'a point déclenché de bataille au sein du Parti Socialiste, pourtant confronté à la politique anti-ouvrière de ses représentants au gouvernement. Mais aujourd'hui que l'attribution des sièges des députés est en question, on commence au PS à se défendre becs et ongles et à se déchirer à belles dents y compris au plus haut niveau du parti. Et si Jospin et Fabius ont pour l'instant mis une sourdine aux éclats publics de leur querelle, la bagarre est bel et bien ouverte entre les hommes du secrétaire général et les hommes du président pour savoir qui sera placé en position éligible en 1986. Sans compter la bande des hommes de Rocard, qui, lui, se prépare coûte que coûte à faire acte de candidature aux présidentielles de 1988.

Alors évidemment pour l'an prochain, les places de députés vont être chères. D'autant plus chères que le PS prévoit d'ores et déjà la perte d'une centaine de députés. Tout le problème pour les élus actuels est donc de savoir qui perdra sa place et qui pourra la garder. Et personne n'est prêt à ce que son sort soit tiré à la courte-paille. Et chacun se bat pour ne pas être sacrifié. Mais il y en aura de toute façon.

C'est dire que tous ces gens-là auraient mieux fait de se battre plus tôt pour faire en sorte que leur parti ne mène pas une politique qui ne pouvait que décevoir ses plus fidèles soutiens, démoraliser ses électeurs en trahissant leurs espoirs.

Mais aujourd'hui, à près d'un an des élections, il n'est toujours pas question, au PS, de remettre en cause la politique gouvernementale. Les notables du PS ont déjà pris leur parti d'une victoire de la droite aux élections. Ce n'est pas cela qui les inquiète. C'est seulement que certains vont y perdre leurs sièges. Ils se soucient fort de leur propre sort mais se moquent bien de celui des travailleurs.

Dominique CHABLIS

Revoilà « l'héritage »

Le budget 1986 « inquiète » la droite. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, pense qu'il est faux et que l'on découvrira en avril 1986 — date cruciale ! — qu'il y a « entre le faux budget et le vrai budget une différence de 20 milliards ». Edmond Alphandéry, député UDF de Maine-et-Loire, pense, lui, que c'est « une bombe à retardement » qui a toutes les chances « d'exploser dans les jambes de l'opposition » et que Fabius laisse « un cadeau empoisonné à son successeur ».

Voilà de quoi avoir des inquiétudes ! Oh, pas sur la

façon de boucher le « trou » du budget : pour cela, les successeurs potentiels de gauche ou de droite ont les mêmes recettes : nous faire payer.

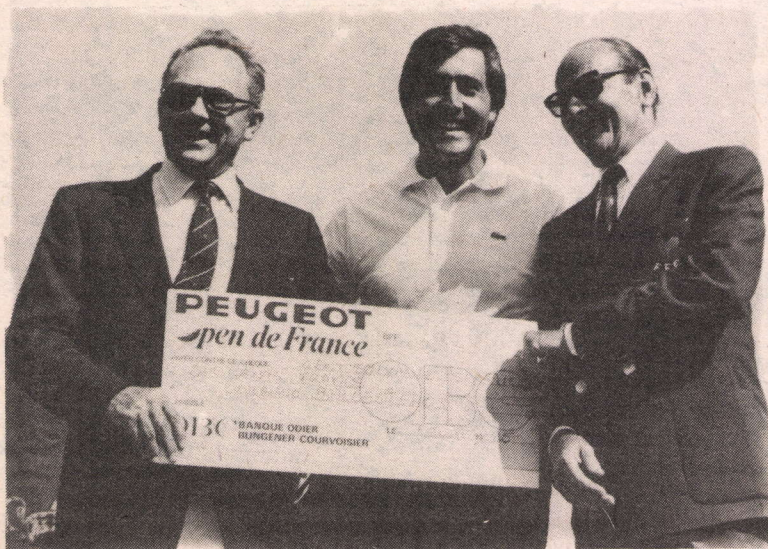
Mais peut-être sur la façon dont cela sera pris par l'opinion. Alors, huit mois à l'avance, les politiciens de droite nous annoncent déjà — au cas où ils « succéderaient » — que si cela empire après 1986, ce sera de la faute des autres. Bref, ils s'apprêtent à nous refaire le coup de « l'héritage » qu'on nous a déjà servi en 1981.

Sylvie MARECHAL

Un constructeur sort ses griffes

Le vainqueur de l'Open de France de golf a reçu ce magnifique chèque, géant par son montant mais surtout par sa taille.

Difficile d'ignorer que le « généreux » donateur s'appelle Peugeot, et que le sport-spectacle n'est autre chose qu'un support publicitaire.



Le bateau coule, les femmes à la mer...

« Nous avons été traitées comme des paillasons » : Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, n'a pas mâché ses mots pour condamner l'accord passé samedi entre les différentes tendances du Parti Socialiste fixant le nombre d'éligibles pour les élections de 1986.

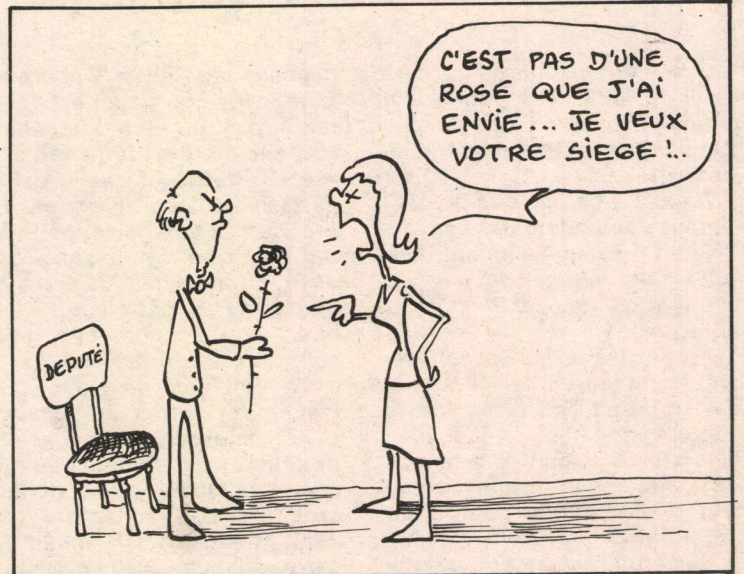
Et pour cause : dans cette séance de magouillages et de grenouillages, les futurs candidats socialistes ont réduit les futures candidates à la portion congrue. Une présence symbolique chez les rocardiens et au CERES, aucune proposition pour le moment dans le courant Mauroy et huit sièges réservés aux femmes, sur quatre-vingt-un, chez les mitterrandistes.

En mai 1981, Mitterrand déclarait qu'une circonscription sur quatre devait revenir aux femmes : chiffre somme toute bien faible, mais représentant néanmoins une petite révolution pour le PS. Mitterrand s'adressait, il faut le dire, à un congrès du mouve-

ment « Choisir » et il allait à la pêche aux voix...

En juin 1981 cependant, les élus du PS n'étaient que 19 et les femmes ministres 6 sur 43.

Aujourd'hui, situation de crise : il s'agit pour les élus socialistes de sauver des siè-



ges — « leur » siège plus exactement — qui sont essentiellement occupés par des hommes et il faut ajouter à cela que dans cette foire d'empoigne le bon vieux préjugé, qui veut qu'une femme ait moins de chances qu'un homme auprès des électeurs, a sûrement refait surface...

Les secrets d'Etat et le sort des peuples

Luc Reinette, un militant indépendantiste guadeloupéen qui s'est évadé le 16 juin dernier de la prison de Basse-Terre en Guadeloupe, a rendu public un texte dans lequel il fait état de contacts qu'il aurait eus pour discuter du problème de l'indépendance de la Guadeloupe avec des émissaires officiels du gouvernement socialiste. Pour le moment, les représentants du gouvernement nient le fait.

Cela ne durera peut-être pas mais, de toute façon, cela n'aurait rien d'étonnant de la part d'un gouvernement, qui — bien qu'il prétende représenter plus la population que les gouvernements de droite

qui l'ont précédé — a toujours agi dans la droite ligne de ces derniers.

Quand discussions il y a, elles sont secrètes. Le sort des peuples, que ce soit celui du peuple français ou celui des peuples qui lui sont associés par l'Histoire, c'est-à-dire par la force, ça se discute dans le secret des états-majors ministériels ou des rencontres officielles. Le gouvernement ne dit pas s'il a une politique concernant l'avenir de tous ces pays, de la Nouvelle-Calédonie à la Guyane en passant par les Antilles, la Réunion et quelques autres.

S'il le dit c'est sous la pression, parfois celle des organisations nationalis-

tes qui représentent — ou ne représentent pas — les masses. Ou alors c'est sous la pression des plus réactionnaires des coloniaux qui pillent encore ces pays-là, ou plus simplement sous la pression de la droite française.

En fait, gouvernements de gauche et gouvernements de droite représentent toujours l'impérialisme français, ses intérêts généraux comme celui des groupes d'intérêts locaux. Et l'impérialisme français n'a réellement qu'un seul adversaire : la classe ouvrière qui un jour supprimera le système inique directement ou indirectement responsable de l'exploitation dans le monde entier.

Des poulets bien couvés

1985 sera très certainement, pour le gouvernement socialiste, l'année de la police.

Alors que se discute à l'Assemblée nationale le débat sur la loi de modernisation présentée par Pierre Joxe, Mitterrand fera lui aussi son petit geste en se rendant, dans l'après-midi du 14 juillet, à l'école de police de Cannes-Ecluse en Seine-et-Marne.

Et dans tout ce déferlement d'affection, Fabius n'a pas

voulu non plus être en reste. Il s'est rendu mardi 9 juillet dans trois commissariats. Dès l'aube, à 6 h 25, accompagné d'un préfet, d'un ministre et de la presse (il vaut toujours mieux être accompagné dans ces cas-là), le Premier ministre a visité successivement le commissariat du 17^e arrondissement, puis celui du 8^e avant de s'arrêter sur l'esplanade des Invalides devant la maquette et le site du futur commissariat du 7^e.

Et dans son rapide tour d'horizon Fabius a vu bien des choses déplorables. Il a vu des vestiaires sinistres, pas dissociés pour les hommes et les femmes, il a vu des constructions peu fonctionnelles. Mais, promis, toutes ces difficiles conditions de travail de nos pauvres pandores devront bientôt être améliorées car il ne sera pas dit que sous la gauche les poulets ne seront pas traités comme coqs en pâte.

Le statut de l'école confessionnelle, c'est l'enfer

Le gouvernement vient d'accomplir, au cours du dernier Conseil des ministres, une petite gémulation de plus en faveur de l'école libre.

Le chanoine Paul Guiberateau, chef de file de l'enseignement catholique, a même eu la grâce de se déclarer « satisfait » du décret sur la nomina-

tion des maîtres des établissements privés d'enseignement sous contrat d'association avec l'Etat, qui enlève au recteur d'académie son droit d'exclusivité dans le choix, et son droit de veto.

Dorénavant, la nomination des maîtres se fera après accord de l'administration et

du chef d'établissement.

Chevènement a donc ajouté de l'eau dans son vin (... de messe). Mais l'Eglise ne lâche pas prise pour autant. Elle voudrait maintenant que le gouvernement trouve un moyen pour obliger les municipalités de gauche qui rechignent à verser les subventions légales aux écoles primaires privées !

EN BREF

□ Pétrole : on nous les pompe.

Les journaux parus le mercredi 10 juillet ont publié une publicité super d'une pleine page signée « Les Compagnies Pétrolières » et intitulée « Quand ça baisse à la pompe, l'impôt pompe la baisse ».

C'est très convaincant. Sur 100 F de super payés par l'automobiliste, 60 F vont à l'Etat, et pendant que les prix du super (sans les taxes) progressent moins vite que le taux de l'inflation, les taxes sur le super augmentent, elles, bien plus vite. Lorsqu'il y a baisse « à la pompe », le consommateur n'en profite pas, c'est l'Etat qui en profite.

Cette pub, c'est en quelque sorte la réponse du berger à la bergère : en avril dernier Bérégovoy avait protesté contre les prix élevés de l'essence : « Si les prix des carburants ne baissent pas, je prendrai des mesures » avait-il menacé.

Puisque les Cies pétrolières nous ont dévoilé la part, en

hausse, de l'Etat, pourquoi Bérégovoy ne nous expliquerait-il pas en détail combien coûte le pétrole brut à son arrivée en France et quelle est la part exacte des frais et des profits des compagnies pétrolières ? Mais ne rêvons pas, Bérégovoy n'osera jamais faire ce que font les pétroliers, il est bien trop respectueux pour cela envers le patronat.

En tout cas, en s'accusant les uns les autres, au nom des consommateurs, l'Etat et les pétroliers ne veulent qu'une chose, la même : accroître leur propre part du pactole que constituent les dépenses en carburant des automobilistes. Et comme on ne peut indéfiniment augmenter le prix de l'essence, il ne leur reste qu'à se battre pour augmenter leur part respective.

L'Etat traite de voleurs les pétroliers. Les pétroliers traitent l'Etat de voleur. Les deux ont raison.

□ Airnu... nuche



On connaissait l'alliance du sabre et du goupillon, mais, on avait rarement vu un ministre des Armées se fier à son chapelet pour trancher la querelle entre son Premier ministre et son secrétaire de parti. Hernu, comme l'appelle *Le Canard Enchaîné*, fait manifestement

plus confiance au jugement de dieu qu'à son propre jugement pour arbitrer les débats au sein du Comité directeur du Parti Socialiste.

Au fond, Hernu a probablement raison : seul un miracle peut sauver le PS de la prochaine déroute électorale.

□ Autriche : vin-triche.

La fraude sur les produits alimentaires est de plus en plus sophistiquée. Autrefois on « mouillait » le lait. On sucre toujours le vin, avec du sucre généralement. On n'arrête pas le progrès : en Autriche 300.000 litres de vin ont été sucrés à l'aide d'un antigel de moteur, qui serait, paraît-il, plus difficilement décelable à l'analyse.

Ce qui ne laisse pas de donner une inquiétude supplémentaire : est-on bien sûr que les analyses découvrent tous les produits dangereux que les fraudeurs déversent dans le vin ou dans d'autres produits alimentaires ?

Espérons que les fabricants qui se sont sucrés vont maintenant trinquer.

□ Faites ce que je vous dis.

Radio Mouvançe, une radio qui défendait des thèses « anti-impérialistes » et les militants d'Action Directe, a été expulsée par la police et son matériel saisi.

L'opération n'avait bien sûr rien de politique. Il s'agissait d'une stricte — mais juste — application de la loi.

Une situation que les socialistes au pouvoir connaissent bien puisqu'ils en furent les victimes — en d'autres temps il est vrai — quand ils lançaient, par la voix de Mitterrand tel un De Gaulle à Londres, sur leur radio clandestine, de grandes proclamations sur la liberté des... radios !

Maroc

□ Grève de la faim de prisonniers politiques

Neuf grévistes de la faim sont en danger de mort dans les prisons marocaines.

Ils ont été arrêtés après les émeutes de janvier 1984 déclenchées par la décision du gouvernement d'augmenter brutalement les prix des denrées de première nécessité. Lourdemment condamnés, ils n'ont cessé de réclamer qu'on leur accorde des droits

élémentaires tels que le droit de visite, l'accès à l'information et la possibilité de recevoir des soins médicaux.

L'année dernière, une grève semblable n'a pas fait céder le gouvernement marocain : trois jeunes prisonniers politiques qui réclamaient, eux aussi, une amélioration de leurs conditions de détention, l'ont payé de leur vie.

Aujourd'hui, le gouvernement continue à se taire, prêt à ajouter ces assassinats à la longue liste des victimes d'un régime pourri qui ne se survit que par la répression et qui serait tombé depuis longtemps s'il ne bénéficiait pas de la complicité de grandes puissances telles que la France.

□ Un syndicaliste retenu de force par les autorités marocaines

L'Association des Travailleurs Marocains en France nous communique le fait suivant :

« Naciri Mohamed est retenu par les autorités marocaines depuis le 7 mars 1985, l'empêchant ainsi de regagner sa famille et son travail à Dijon. Son tort est d'être militant syndicaliste.

Sa femme, sans travail, sans ressources, s'occupant

de ses trois enfants, ne peut plus attendre les promesses des consulat et ambassade marocains. Elle entamera une grève de la faim le jeudi 4 juillet 1985.

Par ailleurs, après plusieurs démarches et interventions auprès des autorités marocaines et françaises en faveur de Naciri, l'ATMF se mobilise avec les forces démocratiques en France

pour dénoncer l'arbitraire et la répression du gouvernement marocain qui tend à intimider les travailleurs marocains et plus particulièrement ceux qui refusent la manipulation de l'ambassade marocaine dans leur lutte syndicale.

Elle exige le retour immédiat de Naciri parmi sa famille. »

EN BREF

□ Et ta sœur !

C'est tout saintement les bras en croix que Jésusrac a reçu sœur Térésa venue demander un local pour ses œuvres de charité. Si Paris vaut bien une messe, les chemins de l'Elysée, eux, doivent être pavés de beaux gestes. Et laisser quelques locaux à la disposition des bonnes âmes et autres dames patronnesses sont des gestes d'autant plus beaux qu'ils ne coûtent pas cher.



□ Sous la robe des juges, des cœurs d'homme qui sommeillent.

Pendant plusieurs années, les juges de la Cour suprême des Etats-Unis se sont penchés sur l'interview qu'avait donnée l'ex-président Carter à un magazine spécialisé, dans laquelle il admettait qu'il « regardait beaucoup de dames avec concupiscence ». De tels propos avaient évidemment créé un certain émoi dans les « bonnes » familles.

Aujourd'hui l'affaire est

enfin réglée et Carter blanchi. Les juges, dans leur verdict, ont estimé que Carter manifestait simplement « une bonne, saine et humaine réaction, commune à des milliers de personnes équilibrées ». Et ils sont parvenus à cette conclusion en établissant un subtil distingo entre la « concupiscence » considérée comme tout à fait normale et la « lubricité » qu'il faudrait au contraire

pourchasser et condamner.

Dorénavant la concupiscence est donc en quelque sorte protégée par la Constitution et celles ou ceux qui attireront des regards d'envie ne doivent désormais plus se sentir agressés. Ce sont les juges dont la moyenne d'âge est de soixante et onze ans qui l'ont décidé ainsi ; des juges déjà protégés depuis belle lurette par la nature.

□ Delors aime l'effort... d'autrui.

Après nous avoir fait marcher — et certains ont couru — pendant plus de deux ans à la tête du ministère des Finances, Delors caracole aujourd'hui en tête du Tour de France avec un sourire de satisfaction non simulé. Le peloton France pédalant péniblement derrière Delors, un symbole non ?



BOMBARDEMENTS ISRAÉLIENS

Un nouveau crime
du terrorisme d'Etat

Mercredi 10 juillet, deux chasseurs bombardiers israéliens ont effectué un raid contre trois camps palestiniens non loin de Tripoli au Nord-Liban. Les hôpitaux de Tripoli font état d'un bilan provisoire de 15 morts, dont six enfants, et d'une soixantaine de blessés. Les roquettes et les mitraillages israéliens ont par la même occasion endommagé un oléoduc, des voitures, des camions, blessant une dizaine de civils libanais.

C'est le septième raid de l'aviation israélienne depuis le début de l'année. La plupart avaient jusqu'à présent eu lieu contre des bases palestiniennes de la Bekaa. A chaque fois que les troupes israéliennes d'occupation ont été malmenées au Liban, l'Etat israélien a ainsi effectué des raids de représailles, la plupart du temps contre les Palestiniens. Et cette fois-ci, le raid visait des concentrations de populations civiles.

L'Etat israélien entendait

répondre à un double attentat qui, le 9 juillet, avait fait dix-neuf morts au Sud-Liban dans ce que le gouvernement de Tel Aviv ose encore appeler sa « zone de sécurité », cette bande de territoire libanais occupée par ses propres troupes et celles de ses « harkis » tout le long de la frontière israélienne.

Dans le même temps, la justice israélienne venait de condamner les terroristes d'un groupe d'extrême-droite israéliens responsables, entre autres, de l'attentat qui avait coûté leurs jambes aux maires palestiniens de Naplouse et de Ramallah.

Pour faire bonne figure face à son opinion publique, Israël condamne le terrorisme individuel. Mais il pratique le terrorisme d'Etat. Il ne tolère aucune concurrence, préférant que les pires des exactions contre les peuples du Liban soient confiées à ses propres professionnels.

Jacques FONTENOY

L'austérité
passe mal

Mercredi 10 juillet, le Premier ministre israélien Shimon Pérès entendait bien présenter les charmes (discrets) de son plan d'austérité aux téléspectateurs israéliens, au cours d'une émission spéciale. Tout était prévu pour qu'il puisse vendre son plan d'austérité. On devait même le faire questionner par des non-professionnels, une grande première, paraît-il. L'opération a fait long feu. Les techniciens de la télévision lui ont, en effet, purement et simplement supprimé son émission en annonçant leur intention de faire grève au même moment. Une manière radicale d'indiquer leur désaccord avec le plan !

« Qui gouverne ? » a aussitôt titré le *Jerusalem Post* du lendemain : « En réduisant le Premier ministre au silence, la Histadrout s'engage dans une voie dangereuse ». Mais non, la puissante centrale syndicale Histadrout n'est pas en train de glisser sur la pente de la voie révolutionnaire. Jusqu'à présent, la coutume voulait qu'elle soit consultée à chaque décision importante par le gouvernement, ce qui n'a pas été le cas pour ce plan d'austérité. Elle entend donc faire respecter ses prérogatives. Et autant dire

que ce ne sont pas les intérêts des travailleurs israéliens qui la préoccupent au premier chef dans cette affaire.

D'ailleurs, elle a pris prétexte pour repousser à dimanche la grève prévue cette semaine dans la Fonction publique pour protester contre le licenciement de dix mille fonctionnaires, un des volets du plan de Pérès, en prétendant que, lors de négociations secrètes, le gouvernement était revenu sur cette décision. Ce que le gouvernement travailliste, lui, nie de son côté.

Les travailleurs israéliens, eux, ne font pas mystère qu'ils souhaitent que cette manifestation ait lieu avant dimanche et font pression dans ce sens sur les bureaucrates de la Histadrout. Nous ne savons pas si, entre le gouvernement travailliste et la Histadrout, les travailleurs israéliens arriveront à imposer leur propre volonté. Mais en tout cas ce n'est que dans cette direction-là qu'ils doivent s'engager s'ils ne veulent pas faire les frais de ce plan d'austérité qui entend faire payer au plus défavorisés tout à la fois les frais de la crise économique et les frais de la guerre au Liban.

J.F.

Leur pacte et le nôtre

Le roi d'Espagne est à Paris pour signer, paraît-il, avec Mitterrand une déclaration d'amitié et de coopération. Qu'est-ce qui nous vaut ces embrassades du président de la V^e République française avec cet héritier de la couronne d'Espagne renversée en 1931, et restaurée par la grâce de Franco il y a neuf ans, quand le vieux dictateur se choisit comme successeur le dernier descendant des Bourbons qui fait aujourd'hui bon ménage à la tête de l'Etat avec les socialistes ?

C'est qu'en Espagne comme en France, la bourgeoisie a accepté les socialistes au gouvernement pour mieux faire accepter aux travailleurs, aux plus pauvres, les sacrifices qu'implique la gestion de la crise au profit des riches. En Espagne comme en France, pour la première fois depuis 40 ans, le niveau de vie des travailleurs a baissé depuis au moins deux années consécutives. Là-bas comme ici, les indemnités de chômage ont été rognées, et beaucoup de chômeurs ne reçoivent plus aucune indemnisation depuis longtemps.

Là-bas aussi, on connaît ce qu'on appelle, comme ici, les

« plans de reconversion » au nom desquels patronat et gouvernement, la main dans la main, programment à chaque fois des milliers, voire des dizaines de milliers de licenciements, accompagnés de multiples attaques contre les acquis sociaux.

Alors, gouvernements français et espagnol éprouvent aujourd'hui le besoin de signer un pacte d'amitié. On comprend qu'ils aient besoin d'être solidaires, de s'épauler mutuellement dans la guerre économique que chacun mène contre la classe ouvrière de son pays.

L'Espagne vient de connaître la première grève générale de 24 heures contre la politique d'austérité du gouvernement socialiste espagnol. C'était le 20 juin dernier. Prudemment les Commissions Ouvrières, suivies de quelques autres syndicats régionaux, avaient appelé à un « arrêt général » du travail contre le projet gouvernemental de réduire les pensions et les retraites. La réponse des travailleurs, elle, a été plus importante que ce à quoi les syndicats eux-mêmes s'attendaient. Près de 4 millions de travailleurs ont paralysé ce jour-là les principa-

les industries du pays : chantiers navals, sidérurgie, automobile, bâtiment, etc. Au Pays basque, à Madrid, à Barcelone tout s'est arrêté : usines, commerces, marchés et transports. Et le gouvernement socialiste a commencé à avoir peur. Il y a eu un décret de réquisition contre les travailleurs des transports. Dans les grandes villes, la police a été mobilisée massivement pour les faire fonctionner. Les piquets de grève sont intervenus. En Andalousie et aux Asturies, dans les quartiers ouvriers de Madrid, il y a eu de violents affrontements avec les forces de police. De nombreux blessés de part et d'autre ; environ 130 arrestations. Le Fabius espagnol, Felipe Gonzalez, a déclaré qu'il ne céderait pas « aux menaces et aux pressions de la rue ». Autant dire que lui et tous ses semblables espagnols (comme français) en ont une peur bleue !

Alors oui, au pacte d'amitié et de coopération entre les têtes couronnées ou non d'Espagne et de France contre leurs peuples, les travailleurs de France et d'Espagne doivent opposer un pacte de solidarité et de combat contre



Comme larrons en foire... du Trône !

leurs ennemis de classe, contre le patronat et les politiciens à leur service. Et les classes ouvrières des deux pays sont fortes, puissantes. Les politiciens qui se prétendent de gauche les dupent depuis des années en France et en Espagne. Les illusions passées, le temps de régler les comptes et de rendre les coups arrivent. La dernière grève générale des ouvriers espagnols vient d'en

apporter la preuve.

Et tous les pactes de mauvais aloi entre gouvernants français et espagnols ne contribueront qu'à faire du combat des ouvriers espagnols et français un seul combat, irrésistible, contre ceux qui les grugent et les exploitent.

Editorial des bulletins d'entreprises du lundi 8 juillet 1985.

Scission dans le syndicat des mineurs

Quatre mois après l'échec de la grève des mineurs britanniques, le NUM, le syndicat national des mineurs, vient de connaître sa première scission depuis 1926.

En effet, au terme d'une bagarre d'appareil qui dure maintenant depuis près d'un an, la fédération du NUM du Nottinghamshire, le second bassin minier du pays, vient d'annoncer qu'elle quittait le syndicat national en se fixant pour objectif de reconstruire un nouveau syndicat national qu'elle veut « plus modéré et à l'abri de l'influence pernicieuse du marxisme ».

Durant la grève de 1984-1985, cette fédération avait été la seule du NUM à prendre position ouvertement contre la grève. Et de tous les bassins miniers britanniques, le Nottinghamshire avait été le seul à compter une majorité de non-grévistes tout au long du mouvement. Dans le courant de la grève, l'appareil régional du syndicat était entièrement passé aux mains des adversaires de la grève. Depuis lors, une interminable bagarre d'appareil s'était engagée entre les dirigeants du Nottinghamshire et la direction nationale du syndicat animée par Arthur Scargill. Une bagarre au cours de laquelle les uns et les autres avaient multiplié les mesures bureaucratiques telles qu'exclusions ou blocage de fonds, et eu recours à plusieurs reprises à l'arbitrage des tribunaux, mais jamais à celui des mineurs eux-mêmes.

De fait, depuis le mois de décembre 1984, la fédération du Nottinghamshire fonctionnait de façon autonome, défiant ouvertement l'autorité de la direction nationale. Et son appartenance au NUM aurait sans doute pu continuer pendant encore longtemps si, lors d'une réunion

du comité exécutif national du syndicat, Scargill n'avait pas mis les dirigeants du Nottinghamshire au pied du mur en faisant d'une part voter l'exclusion des deux principaux dirigeants du Nottinghamshire, et en se faisant d'autre part désigner comme président à vie du syndicat (chose qui, il est vrai n'a rien d'exceptionnel dans les traditions bureaucratiques du syndicalisme anglais !).

Du coup, il ne restait plus aux dirigeants du Nottinghamshire qu'à entériner, par une scission officielle, la situation de fait qui s'était instaurée depuis un an.

Aujourd'hui, Scargill et la gauche du Parti Travailleiste accusent les scissionnistes de vouloir « briser le syndicalisme dans les mines » en y créant un « syndicat patronal » analogue à celui qu'avait constitué George Spencer, dans le même bassin du Nottinghamshire, au lendemain de la défaite des mineurs de 1926. Les scissionnistes, eux, se défendent d'avoir de tels objectifs, en proclamant leur fidélité au Trade Union Congress et au Parti Travailleiste auxquels ils ont demandé d'adhérer. Et de fait, leur « modération » et leur anti-communisme ne déplairont certainement pas à l'aile droite du parti. Ils ne déparent même pas la politique du leader travailleiste Neil Kinnock qui, depuis des mois, s'est efforcé de marquer ses distances vis-à-vis des aspects les plus radicaux de la grève des mineurs.

Quant aux mineurs, qu'aucun des deux camps n'a jugé bon de consulter tout au long de cette bagarre d'appareil, ils ne sortent sans doute pas renforcés de cette scission. Mais cette scission par elle-même constitue-t-elle pour eux un revers aussi lourd que le prétend Scargill ?



Scargill entouré de mineurs grévistes du Nottinghamshire. Aujourd'hui, retombée bureaucratique de l'échec d'une longue grève corporatiste, le syndicat de cette région scissionne...

Car, comment expliquer qu'une poignée de bureaucrates droitières du Nottinghamshire puissent brutalement, aujourd'hui, se sentir assez forts pour constituer leur propre syndicat ? Sinon justement parce qu'ils peuvent s'appuyer sur la démoralisation, les amertumes et les rancœurs laissées par la dernière grève dans les rangs des mineurs, et sur le fait qu'un certain nombre de mineurs estiment aujourd'hui que les sacrifices qu'ils ont faits en un an de grève n'en valaient pas la peine, et qu'en fin de compte, la lutte ne paie pas.

Ces sentiments-là, quoi que Scargill puisse dire aujourd'hui, aucun bureaucrate, si habile soit-il, ne peut les créer par de simples manœuvres. Pour qu'ils se développent, il a fallu qu'une année de grève passe par là. Une année pendant laquelle des milliers de mineurs ont eu le sentiment de se battre seuls et en fin de compte pour rien. Une année pendant laquelle Scargill et la direction du NUM ont paralysé les forces considérables et la combativité indiscutable des grévistes, en les maintenant dans le cadre corporatiste et dans l'isolement.

Alors, c'est vrai, les mineurs britanniques ont sans doute subi un revers grave et lourd de conséquences pour l'avenir. Mais ce n'est pas aujourd'hui qu'ils l'ont subi. C'est au moment de la grève, lorsqu'ils n'ont pas su trouver dans leurs rangs, pour mettre à la place des Scargill, des dirigeants qui soient prêts à mener une autre politique, une politique offensive qui aurait recherché la mobilisation de toute la classe ouvrière, au lieu d'enfermer les mineurs dans leurs mines !

François ROULEAU

PHILIPPINES

Marcos : l'homme qui ment

Depuis vingt ans, le président Marcos impose sa dictature et celle tout aussi pesante de sa femme Imelda à 52 millions de Philippines.

Depuis la mort de l'opposant Benigno Aquino, en août 1983, s'est ouverte une crise politique renforcée par une crise économique grave.

Marcos vient d'accorder à deux journalistes une interview publiée dans *Le Monde* du 11 juillet 1985 sur le thème : « Tout va très bien madame la marquise ».

Se voulant rassurant, le dictateur a débité un tissu de mensonges sur le ton de la plaisanterie : « Si vous aussi vous me prenez pour un dictateur, je suis désolé que vous ayez perdu votre sens de l'humour ».

Reconnaissant quelques « difficultés économiques », Marcos en nie l'ampleur en démentant les chiffres de ses propres services statistiques ! Mais cela n'empêche pas que la dette extérieure des Philippines est passée en dix ans de 1,4 à 27 milliards de dollars,

que le tiers de la population est au chômage et que 80 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les millions de travailleurs philippins ont de quoi perdre tout sens de l'humour !

Les cas de tortures ? « Très rares, espacés ». Les cas de violations des droits de l'Homme ? De la blague, vraiment. On se demande comment les organisations humanitaires de l'Eglise ont pu, dans ces conditions, relever 538 exécutions sommaires en 1984. Les disparus ? Les accusations sont « partiellement vraies » mais uniquement dans « certains cas ». Pas pour les 158 disparus de l'année 1984.

Marcos prétend avoir « privé l'oligarchie de milliers et de milliers d'hectares avec la réforme agraire ». La réalité est tout autre : il a tout au plus distribué 2000 hectares entre les paysans et accaparé avec sa clique des centaines de milliers d'hectares.

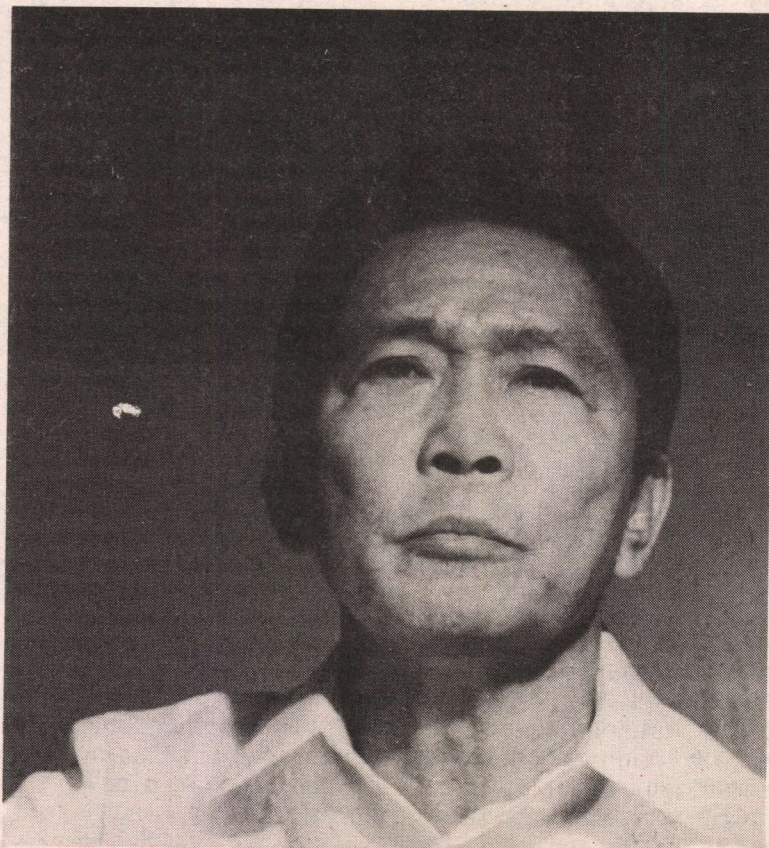
Quant aux 500 000 paysans qui viennent d'être expulsés de leurs terres dans la région de

Mindanao pour que celles-ci soient livrées à des multinationales étrangères, ils ont certainement dû apprécier cette « réforme agraire ».

Marcos peut toujours fanfaronner et faire comme s'il était là pour un temps indéfini. Depuis deux ans, son régime est secoué par une profonde vague d'opposition dans les villes comme dans les campagnes. Il a déjà dû affronter des manifestations de rues, des mouvements de grève, et un mouvement de guérillas qui se développe sous la direction du Parti Communiste des Philippines.

Pour Stanley Karnow, journaliste de *l'International Herald Tribune*, la situation de la capitale, Manille, « ressemble à celle de Managua pendant les derniers jours de la dictature Somoza ». Eh bien, si, révolté par les multiples coups bas de son régime pourri, le peuple philippin prépare à Marcos le sort des Somoza ou des shah, le dictateur ne l'aura pas volé !

Jacques FONTENOY



La classe ouvrière désorientée face au plan d'austérité

□ Le mois dernier, le président argentin Alfonsín annonçait un plan de lutte contre l'inflation : il procédait à une dévaluation de la monnaie de 18 % par rapport au dollar, changeait le « peso » en « austral » et procédait au blocage de tous les prix et salaires.

Nous publions, ci-dessous, un article traduit de *Solidaridad Socialista*, l'hebdomadaire du MAS, (Movimiento Al Socialismo), organisation trotskyste argentine, qui décrit la situation au moment où le plan d'Alfonsín entre en application.

Pour nombre de commentateurs, la surprise ne réside pas tant dans l'audace du gouvernement avec sa réforme monétaire, que dans le fait que la classe travailleuse y ait, en général, réagi favorablement.

« Le plan de réforme représente peut-être la pénurie pour beaucoup de gens » — disait le 18 juin le *Buenos Aires Herald*, journal de langue anglaise — mais « même ses victimes peuvent le soutenir ».

Et c'est une triste réalité. Le gouvernement a lancé des mesures qui vont aboutir à abaisser beaucoup plus le niveau de vie de la population. Comment se fait-il que celle-ci, ne les refuse pas ? Pourquoi est-elle désorientée ?

Alfonsín et Souroullé adoptent ces mesures dans le contexte d'une crise grave. Eux-mêmes le reconnaissent, puisque ce changement de politique met à nu l'échec du gouvernement pendant un an et demi. Comment désigner autrement que par le mot « crise » une situation marquée par une inflation annuelle de 1 400 % ? A un moment où l'économie est pratiquement paralysée, avec un chômage croissant et une dette extérieure de 50 milliards de dollars.

La crise a aussi atteint les institutions, le parti d'opposition majoritaire justicialiste, le Parlement où le quorum n'est pas atteint, les juges et les militaires qui revendiquent, le gouvernement lui-même et l'UCR (le parti d'Alfonsín) dont certains membres sont en désaccord sur la politique pétrolière et les négociations avec le FMI.

Cette situation discréditait le gouvernement qui baissait chaque jour dans les sondages de popularité.

La pression a atteint son niveau le plus haut avec la grève du 23 mai, mais la politique des bureaucrates syndicaux qui consiste à prendre ses directives à l'étage au-dessus, sans consulter la base, donna l'occasion à Alfonsín de reprendre

l'offensive avec son plan anti-inflation.

LE RÈGNE DE LA CONFUSION

Les travailleurs n'ont pas répondu à cette tentative d'abaisser le niveau de vie, par des luttes. Tout au contraire. En général, nous rencontrons des travailleurs qui voient d'un œil favorable le plan de réduction de l'inflation et qui croient qu'au bout du compte ils en tireront avantage.

C'est ce qui permet d'appliquer le plan dans toute sa rigueur. Comment est-il possible qu'il y ait des travailleurs qui ne se défient pas d'un président qui abreuve le peuple de promesses et qui ensuite n'en tint aucune ? Comment peuvent-ils croire les radicaux, ces éternels ennemis du mouvement ouvrier ?

Quelles sont les causes de cette attitude ?

Le gouvernement a réussi à semer la confusion parce qu'il a manœuvré habilement pour faire passer les nouveaux plans de famine. Il a fait quelques concessions au début, comme celle de maintenir l'augmentation de 22,5 %, puis il a brandi la bannière de la lutte contre l'inflation. Quel ouvrier ne désire pas en finir avec l'inflation ?

En second lieu, la classe travailleuse se trouve sans direction syndicale et politique. Après la grève du 23, la bureaucratie adopta un profil bas et maintenant elle apparaît avec une déclaration tardive contre les mesures du gouvernement. D'autre part la majeure partie des dirigeants justicialistes laissent le plan se mettre en place.

La désorientation est aussi alimentée par le chômage. La peur des licenciements pèse lourd quand il faut se décider à la lutte.

LA RECHERCHE D'UN SAUVEUR

Mais il y a des causes plus profondes. Le fait de ne pas se méfier de son ennemi, de ne pas avoir de



conscience de classe, est la conséquence de plus de trente ans d'éducation peroniste.

Les travailleurs argentins croient davantage en la possibilité que surgisse un « chef » ou un « sauveur », qu'ils ne croient en leur propre force.

Nous payons le fait que notre classe ouvrière fut privilégiée pendant les années 1945-1952. Privilégiée par rapport à celle des autres pays d'Amérique latine qui n'obtinrent jamais notre niveau de vie, ni nos conquêtes sociales.

C'était l'époque où, presque sans lutte, Peron accordait les conventions collectives, la retraite, les congés payés, des plans de logements sociaux ou des colonies de vacances pour les enfants. Nous avons obtenu tout cela parce que nous étions un pays enrichi, après la guerre, par la vente des céréales. On disait alors : « Dans la banque centrale on ne peut pas bouger à cause des lingots d'or ». Cela dura jusqu'en 1950.

Pendant ce temps, en Bolivie, au Pérou ou au Chili, les ouvriers devaient se battre pour conquérir le moindre avantage.

Les travailleurs regrettent évidemment cette époque. Ils pensent que cela peut se reproduire. C'est pour cela qu'ils souhaitent l'apparition d'un « nouveau » Peron.

Mais cette Argentine-là ne pourra pas revenir si nous restons liés économiquement et politiquement à l'impérialisme et continuons à payer une dette de 50 milliards de dol-

lars. L'époque des « saints sauveurs » est révolue. Seule la lutte nous permettra d'obtenir de nouvelles conquêtes sociales.

OÙ ALLONS-NOUS ?

Le gouvernement a commencé à appliquer son plan mais la classe ouvrière n'a pas été défaite. La situation reste totalement ouverte.

Il existe l'espoir trompeur que ce plan anti-inflationniste sera positif. Mais c'est tout le contraire

qui va se produire, le niveau de vie va continuer à baisser.

Il est donc très probable qu'il se produira une réaction lors de la prise de conscience qu'il s'agit d'une nouvelle tromperie. Cette réaction des travailleurs peut s'enchaîner avec celle des autres couches populaires (employés, petits commerçants, ménagères, professions libérales...) qui se verront frappées aussi par la crise économique.

Ford veut licencier

Les travailleurs occupent l'usine

Les patrons profitent amplement du plan anti-inflation du gouvernement pour s'en prendre aux travailleurs. Ils se sont empressés d'annuler les augmentations de salaire déjà programmées et qui ne constituaient pourtant qu'un mince rattrapage sur les hausses vertigineuses des prix de ces dernières semaines.

Et puis, sous prétexte que les mesures gouvernementales vont aggraver les difficultés des entreprises, certains patrons accélèrent les licenciements.

C'est ainsi que Ford a annoncé, le 26 juin, le licenciement de 51 travailleurs, alors qu'en mars dernier il s'était engagé à ne licencier personne si les travailleurs acceptaient certaines mutations, ce qu'ils avaient fait.

Mais en se livrant à l'occasion du plan Alfonsín à une attaque en règle contre les travailleurs, les patrons ris-

quent d'essayer quelques coups de colère. C'est ainsi que les travailleurs de chez Ford ont décidé, dès l'annonce des licenciements, d'occuper leur usine. La colère les a pris de voir la direction renier ainsi ses engagements du mois de mars.

Les dirigeants de la grève ont affirmé, lors d'une conférence de presse : « Nous les travailleurs, nous ne sommes pas responsables de cette crise et nous n'entendons pas payer une fois de plus les pots cassés ».

Les ouvriers de chez Ford sont décidés à occuper l'entreprise jusqu'à la réintégration de leurs camarades. C'est un exemple qui peut être suivi, si le patronat profite trop ouvertement de l'attentisme des travailleurs à la suite de l'annonce du plan anti-inflation du gouvernement.

Dominique CHABLIS

La sidérurgie fait fondre l'argent et l'emploi

La sidérurgie française a du mal à entrevoir enfin le « bout du tunnel ». L'Etat doit encore payer: il faut en effet ajouter 10 milliards de francs à l'enveloppe de 20 milliards déjà prévue pour que les groupes sidérurgiques français estiment leur situation financière équilibrée. Dans le même temps, il leur faudrait aussi accélérer le plan de restructuration — en langage clair, accélérer les suppressions d'emplois, qui devraient avoir toutes eu lieu avant la fin de 1986, un an plus tôt que prévu.

La recette n'est pas nouvelle. Toutes ces dernières années, les groupes sidérurgiques nous l'ont servie: subventions, aides à la modernisation d'un côté pour pouvoir être compétitifs, suppressions d'emplois de l'autre. Il n'y a que la facture et le nombre de travailleurs jetés à la rue qui aient varié, toujours en hausse d'ailleurs.



La sidérurgie continue d'engloutir des milliards en même temps que s'accroissent les licenciements: plus de 20 000 étaient annoncés l'an dernier. Les groupes sidérurgiques annoncent que les aides réclamées ne serviront pas à

créer des emplois, au contraire, et qu'ils n'envisagent pas de rembourser. Il n'empêche. A chacune de leurs exigences, les gouvernements, socialistes ou pas, payent. Avec l'argent des contribuables!

Marianne LAMIRAL

UNEDIC

des indemnités en peau de chagrin

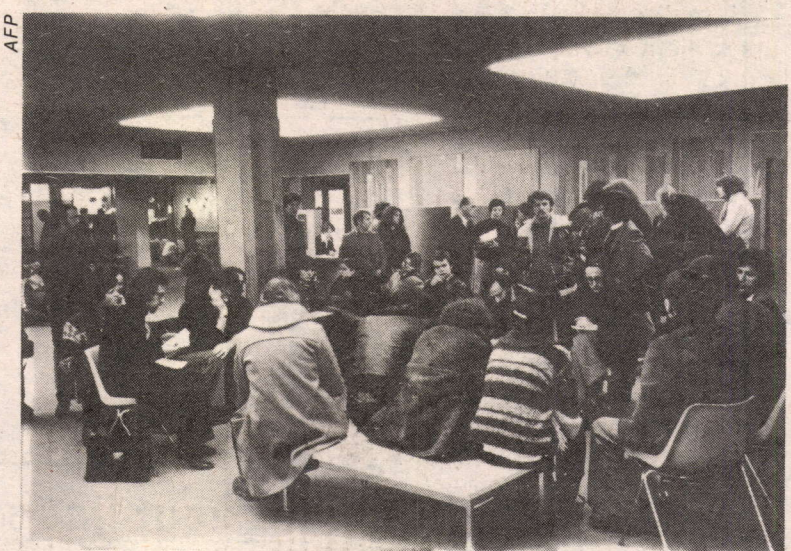
Les caisses de l'UNEDIC se vident plus vite qu'elles ne se remplissent: c'est le constat d'une situation qui n'est pas nouvelle, que patronat et syndicats ont dressé au cours d'une réunion de négociations, lundi 8 juillet. La Trésorerie de l'Assurance-chômage accusait, pour cette année, un trou de 4 milliards de francs, ce qui porterait sa dette auprès des banques à 12 milliards, plus 230 millions de francs d'intérêts. Pourtant, l'an passé, on avait amputé les indemnités et réduit la durée de leur versement, sous prétexte d'assainir les finances!

Cette année, il a donc fallu trouver d'autres idées. Pour commencer, la proposition de porter de 43 F à 64,50 F l'indemnité des 280 000 chômeurs parvenant en fin de droits a été balayée d'un revers de manche par Yvon Chotard, vice-président du CNPF: « Il est paradoxal de faire augmenter des prestations au moment où le régime connaît des difficultés financières ». Il n'est pas contraint de vivre avec 43 francs par jour, lui!

André Bergeron, leader de Force Ouvrière et président de l'UNEDIC, détient, quant à lui, la « solution ». « Au nom de la solidarité », il s'est dit prêt à imposer aux seuls salariés une majoration de 0,2 % de la cotisation chômage. La CFDT lui emboîtait le pas, d'accord pour « grignoter un peu le pouvoir d'achat des salariés ». La CGC et la CFDT proposaient, elles, de répartir par moitié (patrons-salariés) l'augmentation des cotisations.

Toutes ces propositions, pourtant de « bonne volonté », ont été rejetées par le patronat.

En fait, le patronat réclame une refonte totale du système actuel de l'UNEDIC et souhaite que l'Etat prenne au maximum — et pourquoi pas en



Chômage: le vice patron des patrons veut faire payer les contribuables. A lui l'expansion... des profits.



totalité — à sa charge l'indemnisation des chômeurs. Ainsi l'Etat augmenterait les impôts et les taxes et non les retenues sur salaire. Sans toucher à la masse salariale, les patrons donneraient alors des salaires apparemment plus élevés aux ouvriers, lesquels détourneraient leur colère vers l'Etat au lieu de revendiquer en direction du patronat.

Quant aux syndicalistes de l'UNEDIC, c'est probablement

pour ne pas perdre leur fonction qu'ils proposent de faire payer un peu plus les travailleurs. Si l'Etat payait directement les chômeurs, ils y perdraient quelques bonnes places de gestionnaires.

Et les travailleurs dans tout cela? Directement en tant que salariés ou indirectement en tant que contribuables, tout le monde s'entend pour les faire payer!

Annick MORIZET

dans les entreprises

FILATURES DE « LONGUES HAIES » (Roubaix)

L'usine a brûlé... mais les capitaux ne sont pas partis en fumée

Le 28 juin dernier, un incendie détruisait presque totalement l'usine appartenant aux frères Motte, une vieille famille de la grande bourgeoisie roubaissienne, privant de leur emploi 290 salariés, dont 250 ouvriers. Seuls une trentaine d'entre nous finissent les stocks.

Mercredi 3 juillet, le patron avait une réunion avec la direction départementale du travail. Nous nous y sommes invités à quelques-uns, malgré son opposition, pour y apprendre qu'il avait déjà statué sur notre sort: licenciements collectifs sans indemnités, pour cas de force majeure. (Certains d'entre nous ont plus de trente ans d'usine).

Nous avons annoncé cette décision à la quarantaine de camarades présents à l'usine.

Beaucoup ont eu des réactions indignées et ont affirmé qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire.

Mercredi prochain, à la réunion du comité d'entreprise, la direction devait nous annoncer son projet définitif.

Quant à nous, nous avons décidé de nous réunir tous ensemble jeudi 11 juillet. Nous avons fait ce qu'il fallait pour nous contacter et être le maximum pour décider des actions à tenir.

Même si le patronat a la loi pour lui, nous avons les moyens de montrer que nous n'avons pas l'intention de nous laisser jeter à la rue par la famille Motte. Elle a accumulé des milliards depuis un siècle sur le travail des ouvriers, elle doit payer.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

QUEL CIRQUE

Depuis début juillet, dans certains services, il faut véritablement jongler pour trouver des lits de libre pour les malades venant du pavillon N.

En effet, dans ce cas, il n'est pas rare de faire sortir un malade plus rapidement que prévu pour libérer une place ou

tout simplement d'en renvoyer un dont l'hospitalisation était prévue depuis longtemps.

Evidemment il y aurait certainement moins de problèmes de ce genre si l'administration ne choisissait pas chaque été de fermer des services pour ne pas embaucher.

INSUPPORTABLE

La semaine dernière le thermomètre a atteint 31° en réanimation. C'est tout de même invraisemblable, les étés se succèdent sans qu'aucune solution ne soit trouvée.

Faudra-t-il attendre que le directeur se retrouve un jour en réanimation pour qu'il comprenne?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Hôtel Dieu de Lyon.

ÇA ME DIT RIEN

La direction continue à faire travailler le samedi en heures supplémentaires, ce qui ne la gêne pas pour prétendre que nous sommes encore trop nombreux à l'usine.

Alors, si la direction finit par obtenir l'autorisation de licencier, c'est le dimanche qu'il faudra venir travailler!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Cycles Peugeot.

DE LA VOITURE POUR RICHE AU SALAIRE DU PAUVRE

Dans les *Nouvelles de la région de Paris Sud-Ouest* n° 6, on a droit à trois pages de pub sur la Rolls-Royce. Air conditionné, lecteur de cassettes quadriphonique: l'ambiance, quoi! Parmi les « quelques chiffres »: le prix de 1.421.000 F... soit plus de 350 fois le salaire mensuel d'un niveau 1.

C'est bien la preuve qu'il faut faire augmenter nos salaires et de bien plus que de 1 à 2 % qu'on nous donne tous les 6 mois. Parce que pour nous ça tombe bien, c'est une voiture comme ça qu'on voudrait.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF dépôt Paris-Sud-Ouest.

UN AUTRE SON DE CLOCHE...

« Important progrès du résultat de la SAFT en 1984 », titrait le journal *Le Monde* dans sa rubrique financière du 26 juin. « L'exercice 1984 s'est soldé par un bénéfice net de 20,1 millions de francs, contre 5,7 millions de francs en 1983 ».

Oui, vous avez bien lu: 15 millions de francs en plus cette année, soit 300 % de hausse! Et comme l'argent ne pousse pas, il faut bien qu'il vienne de

quelque part...

Alors, si vous êtes en train de vous arracher les cheveux pour savoir comment boucler votre budget ou réussir à partir en vacances, rassurez-vous, tout le monde n'est pas dans ce cas... Tous ces bons bénéfices que nous avons sués toute l'année, d'autres se chargeront d'en profiter en douce...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SAFT Caudebec.

DANS LES ENTREPRISES

□ THOMSON-DTE-Vélizy

On remet ça à la rentrée ?

Depuis le début du mois de juin, les travailleurs de la Thomson-Vélizy ont débrayé six fois pour réclamer 600 F d'augmentation et, à chaque fois, c'est en assemblée générale que le mouvement a été reconduit.

Lors du dernier débrayage, vendredi 5 juillet, il y eut 150 personnes, c'est-à-dire une cinquantaine de moins que la semaine précédente. Une question se posait alors : fallait-il poursuivre jusqu'aux vacances (début août), ou suspendre le mouvement jusqu'à septembre, étant entendu que, pour tous, il faudrait continuer à se battre pour les 600 F, soit tout de suite, soit à la rentrée.

Il y eut seulement une dizaine de personnes pour vouloir continuer les

débrayages jusqu'aux vacances. Non dans l'illusion de réussir à faire céder la direction par des débrayages limités — chacun étant bien conscient qu'il faudra faire plus et être plus nombreux pour avoir une chance d'obtenir les 600 F — mais au moins pour exprimer notre ras-le-bol de l'austérité et avoir la possibilité de discuter entre nous. La grande majorité des grévistes, cependant, a choisi de suspendre, le temps des vacances. Mais l'assemblée s'est retrouvée quasi unanime pour mandater le comité de coordination, élu lors du premier débrayage général, afin qu'il convoque une nouvelle assemblée générale en septembre.

A part le fait que la direction a avancé quel-

ques rallonges individuelles, nous n'avons rien obtenu jusqu'à présent. Mais personne ne s'attendait à décrocher le gros lot par quelques débrayages, et personne n'a été déçu, loin de là. Chacun juge positif le fait que nous nous soyons mis d'accord sur une revendication commune, et l'aspect démocratique de ce mouvement.

Pour l'instant, nous avons décidé de suspendre car nous étions moins nombreux aux derniers débrayages. Mais il n'empêche que partout, dans les ateliers, cela discute des projets de la direction visant à supprimer les augmentations générales. Et cette décision risque de faire grossir les troupes en septembre.

Correspondant LO



□ HOPITAL BEAUJON-Clichy

Les travailleurs réagissent, la direction recule

A l'Assistance publique, les salaires sont bas et il n'y a pas de treizième mois. Tous les six mois, en juin et en décembre, nous touchons une « prime de service » qui varie selon les hôpitaux et les catégories de personnel. Elle diminue en fonction des jours d'absence et de maladie. Enfin, elle est liée à la note administrative que nous attribue l'Assistance publique.

Ce semestre-ci, à Beaujon, la directrice a décidé d'appliquer une nouvelle mesure sans prévenir : elle a retiré purement et simplement la prime de service à tous ceux dont la note administrative était égale à 12. Ainsi, plusieurs personnes ont eu la surprise, en ouvrant leur fiche de paie, de découvrir qu'elles touchaient « zéro franc » de prime, et, une fois descendues au bureau des appointements, la surprise non moins grande d'apprendre que leur note était 12, suite à un rapport de surveillance qu'elles ignoraient.

La directrice du personnel espérait-elle que nous en resterions à des réactions individuelles ? Eh bien non. Parmi les gens touchés par la suppression de la prime, plusieurs ont décidé de réagir collectivement. Une pétition a réuni 300 signatures en deux heures. Le même jour, un rassemblement de 35 personnes s'est formé dans le hall et nous sommes montés chez la directrice.

Celle-ci n'avait pas envie de s'expliquer. Nous l'avons poursuivie jusque dans un service de chirurgie où elle croyait nous échapper. Elle fut contrainte de nous écouter mais n'a toutefois rien cédé.

Nous avons alors rédigé un tract de compte-rendu, appelant à un nouveau rassemblement mardi 2 juillet. Nous voulions augmenter le nombre des manifestants d'ici là. Pour cela, nous nous sommes constitués en un Comité de défense des droits des salariés comprenant une dizaine de personnes, volontaires, syndiquées et non syndiquées, touchées par la mesure ou non. Ce Comité a signé le tract d'appel au rassemblement et a pris la direction du mouvement en attendant de se faire élire par l'assemblée générale du personnel.

Le mardi, à 10 heures dans le hall, une assemblée de 35 personnes a élu le Comité. Celui-ci a proposé au personnel d'aller chez la directrice qui a d'abord voulu faire des difficultés et ne recevoir que les organisations syndicales. Mais le personnel a imposé le Comité.

La directrice a alors cédé en rétablissant une prime pour les agents dont la note est 12 (la moitié de ce que touchent ceux qui ont 13) ainsi que l'assurance qu'un agent ayant 12 en serait averti et pourrait ainsi exercer un recours.

Devant ce recul nous avons décidé d'en rester là et le Comité a informé le personnel de ce qui avait été obtenu. Bien sûr, tant qu'une part du salaire reste liée à la note, l'injustice demeure. Néanmoins, la satisfaction d'avoir obligé la direction à réviser ses calculs et le fait d'avoir organisé nous-mêmes notre lutte au moyen du Comité ont fait de ce mouvement une expérience que nous n'oublierons pas.

Correspondant LO

□ ICI FRANCOLOR-Oissel

Après la sidérurgie, la chimie

Restructuration, le mot est à la mode. C'est ainsi que ICI (Imperial Chemical Industrie) appelle le plan qu'elle a présenté lundi 3 juin aux syndicats des trois usines de la division colorants d'ICI-France. 158 emplois supprimés à Oissel sur 720 (138 à Villers-St-Paul, St-Clair du Rhône et au siège social). Mais d'après le P-DG, on n'a pas à s'inquiéter, les licenciements seraient l'ultime recours. Dans son plan, il parle vaguement de mutations, FNE et reclassement avec formation dans d'autres usines de la région. Quand on sait que la Seine-Maritime compte 95 000 chômeurs recensés, on a de quoi s'inquiéter.

A Oissel, la CGT, la CFTC et FO ont appelé à un débrayage de deux heures le lundi 17 juin pour appuyer leurs propositions lors du CCE : relance des colorants de benzidine, investissements dans les intermédiaires et autres produits. Environ un tiers de l'usine a quitté son travail à l'heure convenue.

Le mercredi 19 juin, lors du CE à Oissel, la direction annonçait 178 suppressions de postes au lieu des 158 prévues. A midi, la séance était suspendue par les syndicats pour manque d'information précise.

L'après-midi, nous sommes passés dans les ateliers, bureaux et labos pour appeler les travailleurs à protester devant Reinaut (patron d'ICI-

France). Celui-ci a été surpris de voir 150 travailleurs débouler dans la salle des conférences pour interrompre sa réunion avec les ingénieurs et cadres. Après avoir pleuré sur la situation de l'usine, il s'est entendu dire quelques vérités par des ouvriers : « C'est vous qui nous avez mis dans cette situation et nous qui trinquons ». « Brogder, il n'a pas été vire, lui ! » (Brogder est le P-DG d'ICI), et d'autres phrases encore montrant qu'ils n'étaient pas dupes du discours qu'il leur tenait.

Tout le monde s'est dispersé à 17 h 30. Pour l'instant, les travailleurs présents dans les AG et les débrayages, ainsi que le reste de l'usine, sont dans l'attente et cherchent l'information. Ils semblent plutôt pessimistes sur les chances d'imposer le plan des syndicats.

Correspondant LO

Je roule pour moi, tu es roulé par moi

L'usine Thomson de Moulins vient de licencier 257 de ses 750 salariés. Et Bernard Tapie, le maillot jaune des repreneurs d'usines en perte, s'y intéresserait. Sa méthode est simple : racheter pour une bouchée de pain des usines dans lesquelles on a investi des milliards.

C'est ainsi que Tapie pourra empocher, mine de rien, les sommes que l'Etat avait investies dans Thomson à Moulins pour soi-disant lancer la « hi-fi française ».

Et il est d'autant mieux placé dans la course que le responsable de la branche industrielle du groupe Tapie qui est chargé de suivre cette affaire n'est autre que l'ancien directeur de Thomson Moulins.

Un champion, sans doute, cet ex-directeur de Thomson, car pour abandonner au bon moment la « petite puce » pour La Vie Claire, il faut être un sacré rouleur... dans tous les sens du terme.

Le lundi au soleil

Il paraît qu'il faut fêter dignement le 40ème anniversaire de la Sécurité sociale. Certains directeurs se creusent pour trouver des idées : expositions, parcours de nature, journées portes ouvertes...

Curieux : ces messieurs

n'ont pas pensé à nous accorder une journée de congé le lundi 15 juillet.

Ça nous aurait pourtant fait une journée portes grandes ouvertes...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CRAMIF Paris 19e.

□ RNUR-Flins

Leur dire ce qu'on pense, ça soulage

Chez Renault, le projet de 21 000 suppressions d'emplois annoncé par Besse va de pair avec un resserrement de la discipline dans les usines : l'objectif est de faire faire le même travail avec moins d'ouvriers. Dans une usine de production comme celle de Renault-Flins, cela commence à être sensible et à provoquer de petites réactions parmi les travailleurs. Ainsi jeudi 3 et vendredi 4 juillet, deux petits mouvements ont eu lieu en Tôlerie R5.

Au secteur des « blocs avant », secteur d'environ 60 personnes, un délégué marocain qui réclamait au contremaître des jours de congés pour un travailleur, se fit prendre à partie par un chef d'équipe. Ce dernier l'insulta et lui dit que si les immigrés n'étaient pas bien en France, ils n'avaient qu'à retourner dans leur pays.

Le lendemain, les travailleurs du secteur décidèrent

de se réunir pendant une pause. Après s'être mis d'accord, ils allèrent voir à une trentaine le contremaître du secteur pour protester. Ils en profitèrent pour lui dire qu'ils en avaient assez des brimades, des réflexions, des pressions, des refus de jours de congés, et d'une manière générale, de la situation qui règne en ce moment à la Régie. Le contremaître tenta de se disculper en disant qu'il n'était pour rien dans l'affaire : l'auteur des réflexions racistes était en effet un chef de l'équipe inverse. Mais les gars du secteur étaient décidés à dire ce qu'ils avaient sur le cœur. « De toute façon, c'est un de tes copains, alors c'est pareil » se vit répondre le contremaître ! Et il dut continuer à subir des travailleurs décidés à lui parler « à deux doigts des moustaches ».

Après cette explication, les travailleurs étaient satisfaits

d'avoir marqué le coup. Le lendemain, la nouvelle de cette petite réaction avait fait le tour de la Tôlerie R5. Et comme il arrive souvent, cette réaction contribua sans doute à en encourager une autre.

Au secteur des « côtés de caisse », en effet, 15 travailleurs décidèrent eux aussi d'aller voir la direction. Celle-ci, surprise de cette réaction imprévue, accepta très rapidement leur revendication (une simplification des essais pour le passage au coefficient P1 185).

Deux petites réactions, sans doute, sur de petits objectifs, mais qui montrent que la direction de la Régie, face aux travailleurs, n'est pas aussi sûre d'elle qu'elle voudrait le faire croire. Et qui montre aussi que les travailleurs commencent à en avoir assez et qu'ils réagissent dès qu'ils sentent qu'un objectif est à leur portée.

Correspondant LO

□ THOMSON-Gennevilliers

Stages de reconversion = stages bidon

Parmi les 425 travailleurs « mis en sureffectif » en mars 1984 à la Thomson Gennevilliers, cinq ont été envoyés faire un stage de reconversion au GRETA Paris-Nord-Ouest pour préparer un BTS de services informatiques en 8 mois, avec, au bout, le mirage de devenir analyste-programmeur, et la certitude d'être licenciés en juin 1985.

Nous nous sommes retrouvés dans un stage de 25 personnes avec une grande majorité de chômeurs, licenciés économiques ou étudiants n'ayant pas pu trouver de travail dans leur spécialité, tous attendant du stage de pouvoir enfin trouver un emploi.

Pour être admis au cours, les salariés n'ont pas passé le moindre test, au point qu'une collègue de la Thomson, munie de son certificat d'études et d'un CAP datant de 25 ans, a souffert deux mois avec nous : il faut dire que Thomson avait payé 65 000 F rubis sur l'ongle pour chacun d'entre nous (remboursés en grande partie par l'Etat). Les chômeurs, eux, ont tous passé des tests niveau Bac D et payé 3 000 F de leur poche.

Le programme des cours était plutôt chargé : 37 heures de cours par semaine : analyse, programmation en basic et cobol, technologie des ordinateurs, maths, anglais (lectures de brochures informatiques en américain), droit social, compa-

bilité, économie, français (rédaction d'un mémoire), le tout au niveau « Bac + 2 », c'est-à-dire deux années d'études supérieures.

Vu la lourdeur du programme, le directeur du stage nous a tout de suite annoncé la couleur : « Il faut travailler au moins 60 heures par semaine : l'industrie française n'a besoin que des meilleurs si nous voulons être compétitifs. Mais si vous ne l'avez pas cette année, ce n'est pas grave, vous avez cinq ans pour le présenter » !

A côté de notre stage, deux autres stages préparaient au même BTS mais en 18 mois.

Les stages viennent tous les trois de se terminer. Résultat : sur 70 stagiaires, une seule a le BTS !

Parmi les stagiaires, c'est la colère. Car, si ce ne fut pas désagréable de remettre le nez dans les études, aucun de nous n'avait une chance de plus de retrouver un emploi : et pour les chômeurs, ce fut vraiment un an de perdu.

Maintenant, à la Thomson Gennevilliers, le patron peut toujours essayer de baratiner les prochains « sureffectifs » sur l'utilité des stages de reconversion, pour se débarrasser d'eux en douceur et en donnant l'impression de faire du social : il risque de ne pas trouver beaucoup de volontaires !

Correspondant LO

□ CHAUSSON-Creil

Licenciements et menaces de licenciements en série

Cette semaine, près d'une dizaine de travailleurs ont reçu l'avis de leur licenciement. Les motifs avancés par la direction sont tous du même ordre : elle leur reproche les arrêts-maladie ou accident.

Ainsi pour avoir été trop malades au goût de la direction, des travailleurs se trouvent privés de leur gagne-pain.

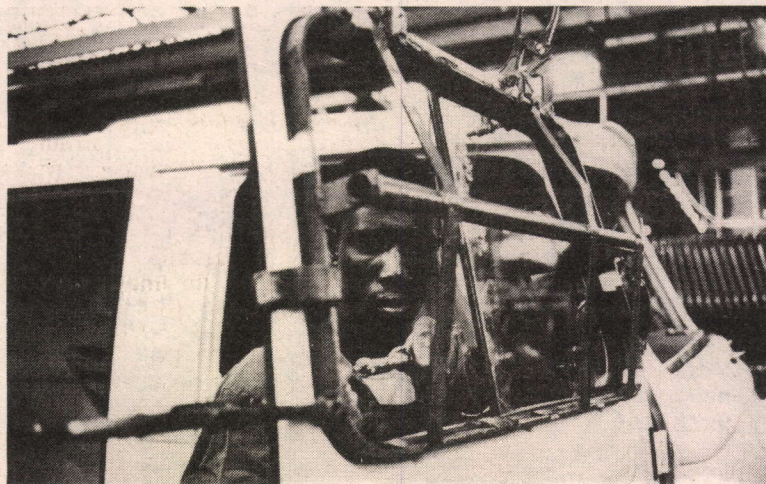
Pour une simple absence de deux jours, un travailleur s'est trouvé licencié, pour faute grave sans indemnité de licenciement ni préavis.

Pour d'autres, la direction fait effectuer le préavis à l'usine : il faut bien exploiter jusqu'au bout !

Mais la direction du personnel n'a pas hésité à en rajouter.

Ainsi, plusieurs de ces travailleurs s'étaient portés volontaires pour le retour au pays. Ils auraient dû, dans les semaines ou les prochains mois à venir, quitter l'usine, mais en bénéficiant quand même de certains droits.

En prenant les devants et en les licenciant avant leur départ, la direction fait ainsi l'économie de 30 000 à 50 000 F selon les cas ; sommes qu'elle aurait dû verser aux intéressés. Et de plus elle interdit à ces travailleurs de toucher l'argent que l'Etat et l'UNEDIC auraient



dû leur donner.

La direction ne compte visiblement pas s'arrêter là. Elle vient de faire rentrer en informatique l'absentéisme. Ainsi l'ordinateur va pouvoir à tout moment sortir les jours d'arrêt de chaque salarié. C'est sans doute cela le progrès, pour elle !

Et du coup, des dizaines de travailleurs ont reçu à domicile des menaces de licenciement, parfois accompagnées d'un passage devant la hiérarchie, mais souvent à l'initiative directe du service du personnel. Et toujours avec, à la clé, les reproches sur les arrêts-maladie et même les accidents de travail.

Des menaces qui sont

vagues parfois, ou très précises dans d'autres cas : « Si vous êtes malade d'ici à la fin septembre, nous entreprendrons contre vous une procédure de licenciement ».

La direction vise ainsi une politique de réduction d'effectif et d'augmentation de la productivité, car son but est non seulement de se débarrasser d'une partie du personnel mais aussi d'intimider ceux qui restent pour amener les travailleurs à ne plus s'arrêter pour se soigner.

Avec les cadences au augmentation constante, elle sortirait ainsi sa production avec toujours moins de travailleurs inscrits à l'effectif.

Correspondant LO

échos des entreprises

Accident mortel

Jeudi dernier, aux anciennes Fonderies, un membre d'une entreprise extérieure s'est tué en faisant une chute de 10 mètres. Visiblement, les conditions de sécurité n'étaient pas respectées. Déjà, l'an dernier à la même époque, il y avait eu deux accidents très graves dans l'île, et à chaque fois, il s'agissait de travailleurs d'entreprises extérieures.

Tout cela parce que la Régie cherche avant tout des entreprises qui travaillent au plus bas prix, et le plus vite possible. La direction sait bien que pour décrocher le contrat, le travail sera fait dans les pires conditions pour les travailleurs de ces entreprises. Mais, hypocritement, elle fait retomber la responsabilité sur les entreprises extérieures.

S'il y a eu un mort la semaine dernière, c'est bien à cause de

cette hypocrisie basée sur des histoires de gros sous.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RNUR Ile Seguin.

Le seul qui ne sert à rien, c'est le patron

En AB4, la direction a proposé aux chantiers de travailler sans régleur.

Les ouvriers ont répondu : pas d'accord, alors qu'on n'a pas le P2, et qu'il y en a qui n'ont pas encore le P1.

Qu'on puisse travailler sans régleur, ça, oui, c'est probablement vrai ; par contre, ce qui est certain, c'est qu'on peut travailler sans patron, parce que, eux, on ne les voit jamais à l'atelier.

Alors, en premier lieu, supprimer les patrons ; et après, d'accord, on organisera les choses entre travailleurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins Presses et Ouvriers.

« Spécial Police »

de Michel Vianney

Il ne doit pas être un flic vraiment comme les autres. Et puisque « faire des trous dans des cibles vivantes » lui donne des remords, il est devenu spécialiste de l'ordinateur. Il ne va plus sur le terrain mais donne des cours sur les mille et un usages de l'informatique adaptée à la police.

Et puis un jour, un de ses amis tue sa femme et se suicide, selon la version officielle, en se tirant... à plus de deux mètres de distance une balle dans la nuque. L'ami en question procédait à des écoutes, repérages et autres espionnages pour le compte puis sur le compte d'un mystérieux « mouvement ».

Au fil de l'intrigue, menée tambour battant, on découvre tout un réseau de policiers, administrateurs, hauts fonctionnaires de l'Etat, impliqués jusqu'au cou dans des affaires toutes plus louches les unes que les autres.

Le héros (Richard Berry) est bien sûr un peu solitaire, une sorte de Lucky Luke de l'ordinateur et du concours Lépine puisqu'il arrive même à confectionner un de ses joujoux avec des pièces d'un distributeur de coca-cola et une machine à écrire ! L'héroïne (Carole Bouquet) est belle, évidemment, et, naturellement, on a droit aussi à quelques champions de karaté pour pimenter l'action. Bref tous les ingrédients — avec en prime quelques clins d'œil au spectateur — sont réunis pour qu'on ne s'ennuie pas !

S.M.



« Les anges se fendent la gueule »

de James Uyis

Ce film du réalisateur sud-africain James Uyis (qui avait fait *Les dieux sont tombés sur la tête* ne repose pas sur un scénario mais se compose d'une suite de séquences du type « caméra invisible ». Certaines sont très drôles, mais leur accumulation

devient lassante.

Et puis, même si les blagues sont toujours gentilles et jamais racistes, on ne peut s'empêcher de penser que cela se passe au pays de l'Apartheid !

M.L.

« Patrouille de nuit »

Un commissaire de police nain et qui ponctue ses gueulantes incessantes de pets retentissants, des flics pédérastes, d'autres incapables et maladroits, tous débiles profonds assurent le maintien du désordre dans leur quartier. Leurs interventions donnent droit à une avalanche de gags plus idiots et plus vulgaires

les uns que les autres. On marche dans la merde (mais oui, mais oui !), on se pisse dessus, et tout à l'avenant. Un film pour enfants de moins de trois ans pas encore sortis de leur période scatologique. A ne pas voir même en se bouchant le nez !

A.M.

Le festival d'animation rurale de Poitou - Charentes - Vendée.

Le festival d'animation rurale de Poitou — Charentes — Vendée.

Fête d'enfants, marionnettes, expositions, cinéma, musiques et bals traditionnels, soirées « cabaret » et « folklore », concerts, théâtre, veillées, conférences et diaporama, danse et feux d'artifice, composent jusqu'au 19

octobre, le joyeux programme du Festival d'animation rurale de la région Poitou-Charentes-Vendée.

Hôtes de passage, vacanciers ou habitants de ces régions, vous pouvez demander le programme détaillé des festivités à : UCP. Tél. : (49) 75.67.71.

Sélection cinéma

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.
Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.
Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Paramount Montparnasse 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Mayfair 16^e (vo). Paramount Maillot 17^e.

SOLEIL VERT.

de Richard Fleischer.
Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir.
Forum Orient Express 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). George V 8^e (vo). Lumière 9^e. Maxeville 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Athènes 12^e. Fauvette 13^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). Images 18^e.

L'AS DE PIQUE.

de Milos Forman.
Un jeune employé de maga-

sin est chargé de dépister les voleurs. Une critique de la société tchèque des années 60.

Studio 43 9^e (vo).

LE BAL DES VAMPIRES.

de Roman Polanski.
Une parodie des films d'épouvante.
Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. George V 8^e. Sept Parnassiens 14^e (vo).

CARMEN.

de Carlos Saura.
L'adaptation du célèbre opéra de Bizet par les ballets Antonio Gades.
Calypso 17^e (vo).

FRANKENSTEIN JUNIOR.

de Mel Brooks.
Un monstre naît des expériences du petit-fils de Frankenstein. Monstrueusement drôle.
Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Quintette 5^e (vo). George V 8^e (vo). Lumière 9^e. Gaumont Sud 14^e. Montparnos 14^e. PLM St-Jacques 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). Clichy Pathé 18^e.

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

de J. Abrahams.
Un étrange voyage au pays

du burlesque.
Paramount Opéra 6^e (vo). Paramount City Triomphe 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. Paramount Galaxie 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Tourelles 20^e.

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.
Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.
Berlitz 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Les 7 Parnassiens 14^e (vo).

AMADEUS.

de Milos Forman.
Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.
Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). George V 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.
Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme améri-

cain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

OPÉRA NIGHT 2^e. CINOCHES 6^e (vo).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE.
de Medhi Charef.
Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.
Quintette 5^e.
LES RIPOUX.
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés.
Gaumont les Halles 1^{er}. Rex 2^e. Danton 6^e. Biarritz 8^e. Montparnos 14^e.

ANOTHER COUNTRY.

de Marek Kaniévski.
La vie d'un collègue anglais dans les années 30. En filigrane, comment les jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.
Olympic Luxembourg 6^e (vo).

KAOS.
de Paolo et Vittorio Taviani.
La paysannerie de Sicile au

tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustrées pointent la sensibilité et quelquefois la folie.
14 Juillet Parnasse 6^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.
L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.
Studio de la Harpe 5^e. Ellysées Lincoln 8^e.

PARIS TEXAS.

de Wim Wenders.
Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.
Marbeuf 8^e (vo).

BRAZIL.

de Terry Gilliam.
Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.
Trois Parnassiens 14^e (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.
Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.
Opéra Night 2^e.

« Le diable en France »

de Lion Feuchtwanger

Un proverbe allemand définit le bonheur en ces termes, c'est être « heureux comme dieu en France », mais l'auteur justement fut malheureux comme « le diable en France ».

Opposant de la première heure au régime nazi, l'écrivain juif allemand Lion Feuchtwanger, auteur notamment du *Juif Süß*, était réfugié en France depuis 1933. Mais à la déclaration de guerre, en 1939, il perdit toute qualité de réfugié aux yeux de l'Etat français pour ne plus rester qu'un « Allemand », c'est-à-dire sinon ennemi du moins un suspect.

Et c'est comme tel qu'avec des milliers d'autres étrangers dans son cas — en particulier Arthur Koestler qui en a témoigné dans *La lie de la terre* — il fut arrêté en juin 1940 et détenu d'abord au camp d'Aix-les-Milles, en Provence, ensuite près de Nîmes. C'est cette période qu'il relate dans *Le diable en France*.

Aux Milles, le camp était installé dans une ancienne briqueterie, à moitié en ruines, où l'on entassait plusieurs milliers de personnes sans souci d'un minimum d'hygiène. Physiquement, c'est ce dont les détenus souffraient le plus, ainsi que de la mauvaise nourriture. Certains y laissaient leur vie. Mais il n'y avait pas de brutalité, ni même de discipline. Une certaine complicité s'instaurait avec les autorités du camp, des petits-bourgeois tranquilles transformés en gardiens de

camp lors de la mobilisation et qui étaient bien incapables de faire respecter le moindre interdit. Une vie parallèle s'organisait, chacun essayant de tromper l'ennui et surtout l'angoisse comme il pouvait.

Car si les conditions de détention, pour être pénibles, n'étaient pas insupportables par elles-mêmes, le fait d'être privés de liberté était dramatique pour ces hommes, à un moment où l'armée allemande envahissait la France à grande vitesse. A tout moment, ils pouvaient tomber entre les mains des nazis. Il leur fallut de nombreuses démarches pour obtenir des autorités leur évacuation vers le sud-ouest d'abord, puis vers Nîmes.

Feuchtwanger attribue l'absurdité de la situation faite aux étrangers pourtant opposants aux nazis à la bureaucratie tatillonne et bornée, ainsi qu'à la pagaille qui sévissait dans l'administration. En France, le « diable », c'est « le laisser-aller, le manque de réflexion, la paresse du cœur et de la routine », en un mot le « je-m'en-foutisme », qui peut, dans certaines circonstances, être criminel. Ce n'est que vers la fin, au moment où il décida de s'enfuir, qu'il commença à se rendre compte que si les subalternes auxquels il avait affaire étaient peut-être de braves gens paralysés par tout le bureaucratisme, à un autre niveau, l'appareil d'Etat voyait le fascisme d'un œil favorable.



Pour les hommes comme lui, tout le pays dans lequel ils avaient trouvé asile était devenu une prison. Il ne s'agissait pas seulement de quitter le camp. Cela était relativement facile : il suffisait de passer sous les barbelés au vu et au su de sentinelles qui gardaient l'entrée ! Et chacun pouvait passer un jour ou deux en ville, ou recevoir sa femme. Le problème était surtout d'obtenir l'autorisation de quitter le

pays. Les autorités refusaient. C'est pourquoi beaucoup de prisonniers, malgré la menace nazi restèrent dans le camp. L'auteur, lui, passa clandestinement la frontière espagnole et de là, gagna l'Amérique.

A travers ses souvenirs personnels. Feuchtwanger dresse un tableau de la France en juin 1940, d'un passé que beaucoup voudraient voir oublié : un pays où l'appareil d'Etat, à tous les échelons, était gagné par le

fascisme et commençait, avant même l'Occupation, à faire la chasse aux opposants au nazisme.

En découvrant les ignominies de l'Etat français, l'auteur y a perdu ses illusions. Il n'en a pas perdu pour autant son sens de l'humour.

Marianne LAMIRAL
Le diable en France de Lion Feuchtwanger. Editions Jean-Cyrille Godefroy, 79 F, 277 pages.

« Le sourire de Brahim »

de Nacer Kettane

Le sourire de Brahim est le premier roman de Nacer Kettane, né en Algérie en 1953, médecin et fondateur de Radio-Beur. Ce roman est très certainement largement autobiographique.

Le sourire, Brahim l'a perdu tout jeune à 8 ou 9 ans quand il a accompagné ses parents à la manifestation algérienne d'octobre 1961 à Paris, sauvagement réprimée par la police française. Son frère, Kader, y a trouvé la mort. C'est le premier chapitre de ce livre.

Ce petit roman est un témoignage sympathique sur un jeune « beur », plus favorisé que d'autres certainement, qui du lycée à la faculté de médecine, dans sa cité de banlieue parisienne ou lors d'un chantier de jeunesse en Algérie essaie de s'y retrouver entre la culture française et la culture algérienne. « Alger ou Belleville, où sont mes racines ? ».

Ni la France, ni l'Algérie ne lui rendent la tâche très facile. Dans la banlieue parisienne, il y a les contrôles policiers, les racistes à la gâchette trop facile, les multiples intimidations et vexations. En une seule nuit, on peut échapper des mains hostiles d'une

bande de loubards désœuvrés pour tomber entre celles plus lourdes de la police française.

En Algérie, on les traiterait plutôt comme des... Français. Le père de Brahim ne pourra obtenir les briques et le matériel qui devraient lui faciliter la construction d'une maison, tant la corruption et la spéculation gangrèment l'Etat algérien. Ce qui arrache à ce vieux sympathisant du FLN ce cri : « Y a vraiment de quoi aller faire une deuxième révolution là-bas, pour chasser tous ces incapables qui, parce qu'ils sont derrière un bureau, se croient tout permis et vous narquent de haut. Quel mépris ! ».

Brahim ne choisira pas la voie de la révolution ni là-bas, ni ici. Il va contribuer à faire entendre la voix de ceux qui ne se sentent ni Français, ni immigrés, ni même « deuxième génération », en organisant concerts ou soirées culturelles où flotte un sentiment de fraternité. Mais il en marque lui-même les limites : le sourire ne lui est toujours pas revenu.

Jacques FONTENOY

Le sourire de Brahim de Nacer Kettane. Ed. Denoël. 178 pages. 78 F.

MOTS CROISÉS

Solution du numéro précédent

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | C | O | R | R | E | S | P | O | N | D |
| II | R | U | T | I | L | A | N | T | E | |
| III | E | V | | V | A | L | | E | R | G |
| IV | T | R | D | E | N | E | S | | V | A |
| V | I | D | D | E | | T | A | P | I | T |
| VI | V | I | E | | T | E | L | | S | E |
| VII | I | R | U | N | | S | I | S | | U |
| VIII | S | | R | A | I | | V | O | U | S |
| IX | M | U | S | I | C | I | E | N | N | E |
| X | E | S | | F | I | E | R | | E | S |

HORIZONTALEMENT. — I. Rires cruels. II. Dynamisme. Fait des gouttes. III. Sièges à Pythie. IV. Gratuit quand il est payant. Atomes chargés. V. Dans l'orvet. Retenues bancaires. VI. Ancien morceau d'empire français. Inertie maritime. VII. A les moyens. Extrait. VIII. Dans le grésil. Au fond de la cuve. IX. Domine le char. X. Taxa les lieux.

VERTICALEMENT. — 1. Arriver au même niveau. 2. A la fin de toutes les étapes. 3. Meuble l'esprit. Esquive. 4. Maladie de peau. Nécessaire car la chair est faible. 5. Brille. Début du loup. 6. Période. Fit reluire. 7. Assimilées. 8. Dans le Puy-de-Dôme. Ancienne mesure chinoise. 9. Pris. Conforme. 10. Direction. Dans les nuées. Préposition.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | |

« Empire du Soleil »

de J.G. Ballard

Né en 1930, à Shanghai, l'écrivain anglais J.G. Ballard est surtout réputé comme auteur de science-fiction. Mais *Empire du Soleil* n'est pas un récit de ce genre. C'est un roman autobiographique.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, J.G. Ballard, qui avait 11 ans en 1941 et dont le père dirigeait une filiale chinoise d'une entreprise de textile de Manchester, a été interné quatre ans de 1942 à 1945 dans un camp japonais. C'est cette expérience qui explique et alimente le livre de Ballard.

Dès le lendemain de l'attaque de Pearl Harbor (décembre 1941), les troupes japonaises s'emparent de la ville chinoise de Shanghai. Les quartiers résidentiels des Européens et des Américains sont vidés de leurs habitants, qui se sont enfuis ou ont été internés par le nouvel occupant.

Dans la panique, Jim perd ses parents. Il essaye plusieurs fois de se faire comprendre des Japonais en demandant lui aussi d'être arrêté mais il ne leur arrache, à sa grande déconvenue, que des sourires ou un peu de nourriture. Pen-

dant plusieurs jours, Jim va donc survivre dans les belles villas abandonnées où, dès que les domestiques ne sont plus là pour les ravitailler, il ne reste plus guère que de l'alcool et des biscuits-apéritif. Ceux-ci vont constituer pendant quelque temps son repas habituel.

Finalement, Jim va être interné lui aussi. Il n'a toujours pas de nouvelles de ses parents mais il finit par s'en accommoder. Il se lie au Docteur Ransome, qui observe d'un œil attentif et critique l'individualisme exacerbé du garçon, expression de sa soif de vivre.

La guerre a transformé la colonie européenne en un groupe d'épaves épuisées par la fatigue, la maladie, la malnutrition et gangrenées par l'individualisme. C'est le nouveau terrain de jeu de Jim. Il rend des services aux uns et aux autres, en échange d'un peu de nourriture ou d'un soutien. Il constate que la plupart des adultes sont considérablement déboussolés. Ceux qui avaient le plus à perdre ont bien souvent du mal à vivre sans aide ni soutien.

Ils ne comprennent guère ce gamin sans famille, fas-

ciné par les soldats vainqueurs, les Japonais, puis, quand le vent de la guerre tourne, par les Américains, excité par le passage des avions au-dessus du camp. Pour eux, c'est la mort qui plane, pour lui c'est la preuve qu'il est encore en vie.

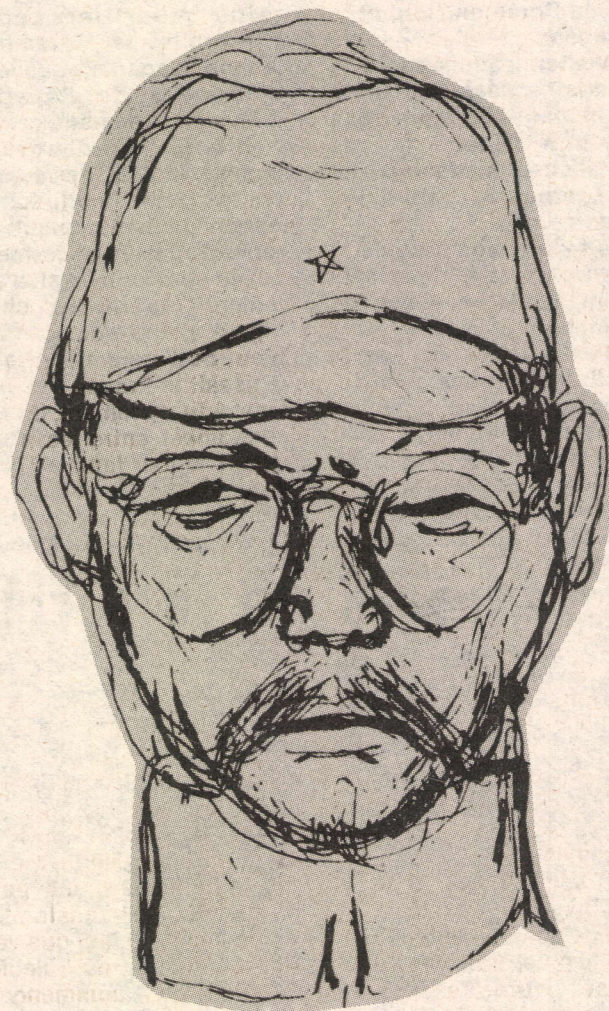
Ce décalage donne la mesure du capharnaüm engendré par la guerre, dans les objets, mais aussi dans les corps et les esprits. Une nouvelle et terrible « école de la vie » pour Jim.

Et quand on lui annonce que « la guerre est finie » Jim ne peut s'empêcher de demander « Quand la suivante commencera ».

Et l'auteur remarque que la troisième guerre mondiale a déjà commencé en 1945 par le lancer de deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Ces explosions atomiques hantent d'ailleurs la fin du roman.

Un terrible mais intéressant témoignage sur un des épisodes de la guerre du Pacifique.

Jacques FONTENOY
Empire du Soleil de J.G. Ballard. Ed. Denoël. 280 pages. 110 F.



Sélection Télé

Samedi 13 juillet

20 h 35. FR3. **Boulevard du rire.** Deuxième dîner-spectacle avec Stéphane Collaro, Jean-Paul Farré et des extraits de sketches de Raymond Devos et de Guy Bedos.
21 h 45. TF1. **Simon Boccanegra**: opéra de Giuseppe Verdi. L'histoire d'un doge de Gênes: une intrigue extrêmement embrouillée, mais qu'il n'est pas absolument indispensable de tirer au clair pour apprécier la musique et la voix de Montserrat Caballé.
22 h 10. A2. **Band Aid Concert pour l'Afrique.** Deux grands concerts donnés simultanément à Londres et à Philadelphie, avec un grand nombre de groupes connus. Mais en quoi cela aidera-t-il l'Afrique ?

Dimanche 14 juillet

20 h 35. TF1. **Un taxi pour Tobrouk**: un classique du film d'aventure dans les sables du désert au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Avec Lino Ventura et Charles Aznavour.
22 h 15. A2. **Harlem nocturne.** Une émission consacrée au musicien de jazz Thelonious Monk, avec des témoignages et des extraits de ses émissions télévisées.
22 h 30. FR3. **L'Avventura**, film de Michelangelo Antonioni. La peinture d'une bourgeoise en proie au mal de vivre. L'auteur a rendu sensible le vide et l'angoisse d'une



certaine société. Pour le spectateur, c'est souvent peu passionnant.

Lundi 15 juillet



20 h 35. TF1. **La maison du docteur Edwardes**, film d'Alfred Hitchcock. Une femme-médecin, Constance Peterson, s'prend d'un malade amnésique et décide de l'aider à retrouver son passé. Avec Gregory Peck et Ingrid Bergman.

20 h 35. A2. **Le grand échiquier.** Rediffusion d'une émission consacrée à la grande cantatrice noire américaine, Jessye Norman, qui interprète Mozart, Wagner, Offenbach et des negro-spirituals.
20 h 35. FR3. **Fantômas.** Film d'André Hunebelle. Les aventures du célèbre héros interprété par Jean Marais avec Louis de Funès dans le rôle du commissaire Juve. Ce n'est pas toujours très fin mais on rit.

Mardi 16 juillet

20 h 35. TF1. **Tazieff raconte sa terre.** Troisième épisode. Tazieff parle des tremblements de terre, en particulier le long de la faille de San Andreas en Californie, des éruptions volcaniques et des moyens de s'en protéger.
20 h 35. A2. **Cycle Chaplin: Les feux de la rampe (Limelight)**: l'histoire d'un vieil acteur déchu. Ce n'est pas un film comique — quoiqu'avec Chaplin, l'humour ne soit jamais absent — mais un film souvent émouvant.



Mercredi 17 juillet

21 h 35. TF1. **Touré Kunda à l'espace Balard.** Diffusion d'un concert du groupe de chanteurs africains du Sénégal, enregistré en mars dernier.

22 h 45. A2. **L'histoire commence à vingt heures: la question arménienne.** L'historien Marc Ferro analyse comment le journal télévisé a présenté, au fil des années, la question arménienne, en s'attachant davantage au spectaculaire (les attentats) qu'à l'explication des racines du problème (le massacre pendant la Première Guerre mondiale et ses conséquences). Un regard sur l'information, critique mais, paraît-il, assez brouillon. A voir peut-être pour les documents présentés et les problèmes soulevés.

Jeudi 18 juillet

20 h 35. TF1. **Le Prussien**, rediffusion d'un téléfilm de Jean L'Hôte. L'histoire d'un prisonnier de guerre allemand qui, venu dans un village lorrain, en 1915, y reste pour vivre avec une Française. Cinquante ans plus tard, à la mort de cette femme, préjugés, mépris xénophobe, rapacité des héritiers, tout resurgit alors que « le Prussien » se retrouve seul face à la famille.

20 h 40. FR3. **Cinéma sans visa: Aziza**, film tuniso-algérien d'Abdellatif Ben Ammar centré sur l'évolution d'une femme dans le Maghreb d'aujourd'hui. Le film est suivi d'un débat sur la condition des femmes arabes avec, en particulier Tahar Ben Jeloun et Raimunda Tawil, une Libanaise, auteur du livre *Mon pays, ma prison*.



21 h 55. A2. **Victor Hugo.** Première émission d'une série de quatre. La vie de Hugo racontée par Alain Decaux et ses poèmes lus par Laurent Terzieff.

Vendredi 19 juillet

20 h 35. Eddy Mitchell. Une heure de chansons récentes et moins récentes qui rappelleront des souvenirs à beaucoup !

USA

Les diatribes de Reagan : la paille et la poutre

Dans un discours prononcé devant l'association des avocats, Reagan s'en est à nouveau pris au terrorisme, et cette fois, plus exactement, à ceux qu'il a qualifiés « d'Etats terroristes », citant l'Iran, la Libye, la Corée du Nord et le Nicaragua.

Et les termes insultants de « bandits, assassins, barbares, monstres » n'ont pas manqué à l'égard de ces pays, accusés de faire partie d'une véritable « internationale du crime ».

Une telle indignation de la part du chef de file des bandits impérialistes relève du cynisme le plus éhonté.

Car enfin, les crimes perpétrés par les grandes puissances avec toute la force de leurs Etats contre les peuples dépassent en horreur tous les « crimes » que Reagan prétend aujourd'hui dénoncer.

Quand les USA pilonnent

tout un pays sous les bombes, le napalm, les défoliants comme ils l'ont fait au Vietnam, cela n'a rien à voir avec le terrorisme, c'est la guerre !

Quand l'Afrique du Sud lance périodiquement ses raids meurtriers contre l'Angola et le Mozambique, jamais Reagan n'a accusé les défenseurs de l'Apartheid d'être des « monstres ».

Quand Israël détruit, comme en 1982, des quartiers entiers de Beyrouth sous les bombardements, quand il se retire du Liban en emmenant 735 prisonniers, ou plus exactement 735 otages chiites, cela n'a rien de « barbare ». Non ! Tout cela, pour Reagan et ses semblables, c'est encore la guerre, c'est admis, c'est noble, cela aurait même des « règles », parce que la guerre est l'apanage des grandes puissances, de l'impérialisme US et de ceux

qu'il soutient et qu'il arme.

Mais quand les Chiites s'emparent de quelques otages pour tenter d'obtenir la libération des leurs, c'est odieux. S'ils avaient eu les moyens d'envahir Israël pour aller les délivrer, tout comme les USA ont eu les moyens de débarquer à la Grenade, cela n'aurait sans doute pas été condamnable ?

Pourtant, les Libanais, eux, sont bien contraints de se défendre avec les moyens dont ils disposent dans la guerre que leur fait Israël, avec le soutien et les armes des USA. Comme ont dû se défendre avant eux les Vietnamiens, comme doivent aujourd'hui se protéger le Nicaragua et Cuba contre l'empire international de l'impérialisme, la vraie « internationale du crime » contre les peuples.

G. LATTIER

Des écoles de terroristes en activité

Au moment où Reagan dénonçait l'« internationale terroriste », l'agence de presse américaine Associated Press diffusait la nouvelle suivante : « Etats-Unis : pour trois cents dollars une école paramilitaire enseigne comment devenir mercenaire en cinq jours ».

Une centaine d'« écoles » américaines se partagent actuellement ce marché. On y apprend, pour des sommes et dans des temps variables, le maniement des explosifs, l'art du corps à corps, la tactique du tireur isolé, les embuscades, les combats au poignard, l'infiltration et l'élimination de sentinelles.

Attention ! Un directeur interrogé explique : « Nous

faisons une certaine sélection. Nous n'admettons pas de communistes ». Les élèves viennent parfois de l'étranger : Hong-Kong, l'Afrique du Sud, la Malaisie, Panama, les Philippines, Costa-Rica, la RFA. De « bons » pays, comme on voit. Une petite bavure tout de même, un terroriste sikh suspecté d'une tentative d'assassinat contre le Premier ministre indien a été formé dans une de ces écoles.

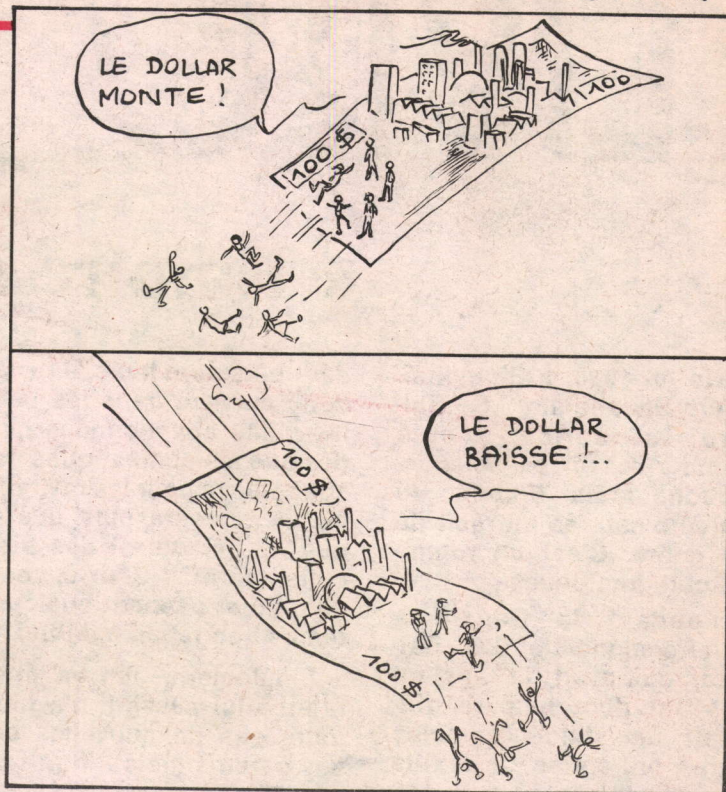
Mais on aura compris qu'il n'y a, dans cette « internationale »-là, rien de répréhensible. Le chef du FBI en Caroline du Nord n'y voit « aucun problème ». Associated Press explique : « Selon les autorités fédérales, ces écoles ne

sont pas en infraction avec la loi ». Et le porte-parole du ministère de la Justice américain a été formel : « Il n'y a rien contre la loi lorsque des adultes revêtent des treillis, se noircissent le visage et vont jouer à la guerre dans les bois ».

Pas de problème, donc ! Sauf peut-être celui de la concurrence déloyale avec l'Etat qui, gratuitement, aux frais de la population, assure, lui, la même formation, mais à plus grande échelle, et avec plus de suivi. De singuliers écoliers « publics » ou « privés » qui auraient bien besoin d'être rééduqués et reclasés...

J.F.

LE CHÔMAGE ET LA CRISE DU DOLLAR



Le dollar baisse, mais pas la spéculation

Le dollar baisse et, après avoir dépassé les 10 F en février dernier, le voilà, ces jours-ci, au-dessous des 9 F parce que les spéculateurs qui plaçaient leurs capitaux aux Etats-Unis doutent aujourd'hui de la reprise économique américaine et ne sont plus si pressés d'acheter des dollars.

Et comme tout le commerce mondial repose sur le dollar, la bourgeoisie des différents pays a les yeux rivés sur son prix. En France, quand le dollar grimpe, c'est bon pour les exportations mais c'est très mauvais pour les importations ; quand il baisse c'est le contraire. Et s'il baisse beaucoup ça peut même être mauvais pour le franc qui risquerait alors, paraît-il, d'être dévalué.

Ce n'est plus l'offre et la

demande qui déterminent les prix des marchandises dans cette société dite de libre concurrence et de libre entreprise : c'est le prix du dollar qui détermine les prix des marchés et le prix de ce chiffon de papier, quant à lui, dépend des spéculateurs.

Pourtant les spéculateurs ont une identité et une nationalité, on pourrait peut-être bien les exproprier, ne serait-ce que pour aider un petit peu à résoudre la crise. Mais non, de cela il n'est pas question.

Le FMI peut imposer ses diktats à tous les pays du monde, sauf aux Etats-Unis. Mais il ne peut et il ne veut rien imposer aux spéculateurs qui sont pourtant ceux qui, en faisant monter et baisser le dollar, paralysent le commerce mondial et entretiennent la crise.

Afrique du Sud

les affrontements continuent

Dans la nuit du 8 au 9 juillet, la police sud-africaine a ouvert le feu contre des manifestants qui attaquaient le domicile d'un policier noir dans la cité de Kwathena, à l'est de Johannesburg. Elle est intervenue également dans une veillée funèbre à la mémoire de quatre jeunes Noirs tués deux semaines auparavant. Bilan : sept morts.

Le 10 juillet, la police a tiré sur des journalistes venus assister aux funérailles de ces quatre jeunes Noirs : un cameraman noir a été blessé. Les policiers ont également saisi les films d'une équipe de télévision allemande.

La semaine précédente, la répression policière avait fait dix victimes en trois jours.

Et depuis septembre 1984, le bilan s'élèverait à plus de 450 morts, sans compter les « disparitions » et assassinats politiques.

Car, si la police sud-africaine — et parfois l'armée — appelée en renfort — travaillent au

grand jour, une « troisième force », sorte d'escadron de la mort, se charge d'éliminer les militants anti-Apartheid, comme ceux dont on a retrouvé, la semaine dernière, les corps carbonisés.

Répression contre les mineurs en grève, répression contre les résidents des cités qui refusent les hausses de loyers et la vie dans les ghettos, répression contre tous ceux que l'Apartheid révolte : voilà la seule politique sur laquelle le gouvernement de Pretoria veut s'appuyer.

Une politique qu'il mène avec la bénédiction des grandes puissances. Et le gouvernement de Mitterrand, malgré ses déclarations sur la défense des droits de l'homme, n'est pas le dernier à la lui donner : l'Afrique du Sud, à laquelle les grandes banques françaises accordent de larges prêts, est un si bon partenaire commercial !

Sylvie MARECHAL



USA

Un marché vaste comme l'univers

La guerre des bulles bat son plein : la prochaine navette spatiale américaine va tester une canette pressurisée mise au point par Coca-Cola. Et pour qu'il y ait une justice, les cosmonautes devront également absorber du Pepsi-Cola. Il n'y a pas encore de panneaux publicitaires accrochés aux divers corps célestes, mais le projet est certainement à l'étude. Logiquement, « Mamie Nova », « Gloria » et autres « Yoplait » devraient avoir leurs chances sur la voie lactée. A moins qu'on considère que notre pub terrestre est vraiment... comme la Lune.